

La culture, l'argent, la démocratie

2	Introduction
2	La démocratisation de la culture, un mythe
5	Les chiffres et la culture
10	Un premier état des lieux
11	Les professionnels de la culture
16	La culture en recherche d'argent
18	La culture rongée par l'argent
22	L'exception culturelle française
24	La culture et l'Etat
26	La révolution russe et l'héritage culturel tsariste
30	Les intellectuels et le socialisme
33	Une autre idée de la culture
37	Tous pédagogues
annexes :	
39	Visites musées & expos suivant le diplôme
40	Évolution de la visite des musées par CSP
40	Bibliographie

*« Mettez les arts dans la main du peuple,
ils deviendront l'épouvantail des tyrans »*
Jules Michelet

Introduction

Chacun a une idée, plus ou moins précise, sur son propre degré de culture. L'un se sait peu cultivé, l'attribuant au fait qu'il n'a pas été beaucoup à l'école, ou qu'il ne lit pas beaucoup ; un autre pense que sa culture est plus moins dans la moyenne. Et on dira de celui qu'on pense savant qu'il est vraiment cultivé. Bref, chacun se sent comme possédant plus ou moins une partie de quelque chose qui semble exister en dehors de nous, et qu'on nomme la culture. Ce quelque chose englobe, disons, l'ensemble des connaissances du moment.

Vues sous cet angle individuel, chacun aurait son propre degré de culture, ce qui semble placer la « culture » comme une caractéristique plus ou moins anodine, presque banale. Ainsi, l'un peut avoir une culture musicale développée, un autre aimer l'histoire, ou pourquoi pas avoir une culture concernant le sport ou le showbiz, comme on l'entend dire dans nombre de jeux télévisés. Chacun aurait ainsi son ou ses domaines préférés, faisant un peu sa personnalité, et tout irait pour le mieux dans le meilleur des mondes.

Oui, mais il y a un mais. Nous savons tous aussi que la culture a un autre sens, une autre implication plus sérieuse, plus grave. Nous savons qu'il y a un rapport entre notre culture et notre place dans la société, même si ce rapport n'est pas mécanique. La société nous le dit à travers les diplômes. Toute une hiérarchie existe dans les diplômes, de l'ancien certificat d'études primaires jusque bac + dix : l'ensemble des connaissances est bel et bien hiérarchisé, et cette hiérarchie a une implication sur notre niveau de vie, sur notre mode de vie.

Cela va plus loin. Il est courant de constater que se côtoient, se fréquentent, vivent plus ou moins en contact ou même ensemble des personnes de niveaux de culture proches, on parle même de milieu culturel. Des professeurs auront souvent pour amis d'autres professeurs, ou des membres d'autres professions, mais d'un degré culturel et de niveau d'études comparables. Cette constatation peut être vérifiée à un niveau plus fin encore : les instituteurs seront plutôt entre eux ou avec d'autres milieux mais toujours de niveau « culturel » proche ; les professeurs du secondaire de même, et ceux du supérieurs vont côtoyer encore un autre monde « culturel » relativement distinct. On commence ainsi à entrevoir que derrière des apparences plus ou moins anodines, la culture est un élément essentiel pour les humains et leur vie sociale.

La démocratisation de la culture, un mythe

Pendant la Révolution française, il est une évidence éclatante qui est dite et répétée : il est vital, pour ne plus avoir à supporter la dictature des rois et des tyrans, que l'on éduque le peuple, qu'il ait enfin accès à la culture. L'historien Jules Michelet, auteur d'une magnifique et impressionnante *Histoire de la Révolution française* disait : « Mettez les arts dans la main du peuple, ils deviendront l'épouvantail des tyrans ».

La Révolution va décider que l'ensemble des collections princières et royales sont désormais propriété de la nation. Au nom du droit à la connaissance de tous, elle crée tout un ensemble de musées, le Muséum d'histoire naturelle, le Conservatoire national des Arts et Métiers, le Musée des monuments français, le Louvre, qui ouvre en 1793. Le conventionnel Roland en définit le rôle ainsi : « *Il doit nourrir les beaux-arts, recréer les amateurs et servir le goût des artistes : il doit être ouvert à tout le monde (...). Le monument sera national, il ne sera pas un individu qui n'ait le droit d'en jouir* ».

Nous avons vu, à travers notre étude sur l'école, une partie de l'histoire qui s'en est suivie, celle qui a connu la mise en place du système scolaire jusqu'à sa mouture actuelle. Rappelons juste que le fort besoin de culture, qui explose au cours des événements révolutionnaires, ne verra pas le jour, la contre-révolution l'emportant dans ce domaine. Rien d'autre qu'une alphabétisation sous contrôle ne sera mis en place pendant longtemps.

Plus tard, le monde bourgeois développé va accoucher d'une guerre mondiale. De cette première guerre, une révolution de nature prolétarienne va naître, qui va vite dégénérer en un État bureaucratique. C'est l'URSS. Cet État est particulier, en ce sens qu'il se démarque du reste du système mondial, capitaliste. Il se donne les moyens économiques de ne pas s'y intégrer (monopole du commerce extérieur). De plus, il s'affiche comme communiste, contraire donc aux valeurs du système capitaliste.

En ce début de 20^è siècle, dans le mouvement socialiste, qui se pense alors comme révolutionnaire, les partis socialistes sont contre l'intervention de l'État dans la culture. Pour eux, que l'État finance la culture, cela veut dire mettre à disposition des riches des loisirs qui seront payés par tous, puisque c'est par le moyen de l'impôt. Puis 1936 et le Front populaire vont être l'occasion d'un tournant réformiste ouvert. La gauche socialiste et communiste ne se dit plus contre cette « politique culturelle ». Et elle va commencer à vouloir en entreprendre un embryon, ne serait-ce qu'au niveau des municipalités.

Lorsqu'éclate la Seconde guerre mondiale, l'URSS de Staline, qui était pourtant dans le viseur au départ, en sort comme l'un des vainqueurs, réussissant à placer sous sa férule la moitié orientale de l'Europe. De plus, les partis qui se disent communistes, sont alors aux ordres de Moscou, et deviennent des partis de première importance dans des pays d'Europe occidentale, en France et en Italie.

La peur que l'influence de ce « communisme » ne s'étende au point de risquer de prendre le pouvoir, va obliger les dirigeants bourgeois européens à prendre des mesures. Tout ce qui peut paraître alors, dans le système soviétique, comme une réussite sociale, doit être contré d'une manière ou d'une autre. Et c'est dans ce cadre qu'apparaît, cette fois non plus de la part de révolutionnaires, mais de la part des tenants de l'ordre, l'idée de mettre en place une forme d'accès à la culture un tant soi peu « démocratique ». Il s'agit de donner l'impression que l'on ne sera pas en reste par rapport à ce que peuvent faire les États dits socialistes.

En France, le pouvoir est à l'époque dirigé par de Gaulle, qui, dans un premier temps, avant la guerre froide, a choisi de faire collaborer au gouvernement, pour la première fois en France, des ministres communistes. En 1946, sont ainsi mis en place des centres dramatiques régionaux, des lieux de théâtres donc. En 1951, Jean Vilar va chercher à rendre le théâtre accessible, en abaissant notamment le prix des places. Jean Vilar fait partie d'un courant, issu des partis de la social-démocratie ouvrière, en particulier en Allemagne, qui veut

« démocratiser » le théâtre. Vilar et ses amis croiront réussir, mais en réalité, n'est enthousiaste que le public traditionnel de la petite bourgeoisie intellectuelle. Selon Lutte Ouvrière (n°468 20/8/1977), son TNP n'a pas réussi à drainer les couches populaires qu'il visait et les abonnements en milieu ouvrier n'ont jamais constitué que 2 à 10% du total, et encore ne concernaient-ils que les militants syndicalistes.

C'est le retour de De Gaulle, cette fois comme président de la République, qui verra le lancement, pour la première fois en 1959, d'un ministère dédié à la culture. C'est le ministère des Affaires culturelles, et le poste de ministre est offert à André Malraux. Un décret stipule qu'il a pour « *mission de rendre accessible les œuvres capitales de l'humanité, et d'abord de la France, au plus grand nombre possible de Français* ». « *Le plus grand nombre possible* », ce n'est plus comme lors de la Révolution « *tout le monde* » .

Malraux va vouloir multiplier les Maisons de la culture (à ne pas confondre avec les MJC, maisons de jeunes et de la culture), où l'art doit produire un choc émotif chez des Français qui n'ont pas l'habitude de cette rencontre. Mais son programme, faute de moyens financiers, doit être revu à la baisse. Le budget de la culture, entre 1959 et 1968, sous Malraux, tourne entre 0,30 et 0,43% du budget national. Jean Vilar revendiquait que l'on consacre 1% à la culture.

Nouvelle étape, toujours d'en haut, où l'État prétend vouloir faire un effort pour aller vers une démocratisation de la culture, c'est en 1981, avec l'arrivée de la gauche au gouvernement, sous la direction de Mitterrand. Le budget du ministère est presque doublé, et le poste est tenu par Jack Lang. Celui-ci affirme que la démocratisation de la culture passe par le fait d'impliquer la population, et notamment la jeunesse, dans les événements culturels. Et pour cela, il faut une démarche festive, permettant une participation des gens eux-mêmes. Ce sera la Fête de la musique, les journées du patrimoine, les fêtes du bicentenaire de la Révolution française, etc. L'ère Mitterrand aura aussi des réalisations comme la Bibliothèque Nationale de France, le Grand Louvre.

Quel est le bilan de toutes ces actions ? Selon le directeur du Centre de sociologie du travail et des arts, « *après quarante années de volontarisme, le pays dispose pour presque tous les arts d'un vaste réseau d'institutions cofinancées par les collectivités locales et l'État* » (Alternatives économiques n° 268 avril 2008). L'État a donc créé sa propre bureaucratie, ses propres branches dans le domaine de la culture.

Mais qu'en est-il du rapport de la population avec la culture ? La réponse, partout, est la même : c'est un échec, un échec répété. « *Les enquêtes sur les pratiques culturelles des Français montrent en effet une stagnation de la fréquentation du spectacle vivant et l'absence d'évolution dans la composition de son public. Lorsque la fréquentation augmente, comme pour les musées et les grandes expositions, c'est souvent le reflet de l'intensité croissante de la consommation culturelle des groupes sociaux qui constituent déjà son public traditionnel* » (Alternatives économiques n° 268 avril 2008). Olivier Donnat, chargé d'études au Département des études de la prospective et de la statistique (DEPS) du ministère, conclut : « *Quarante ans de politique culturelle n'ont pas permis, dans un contexte général pourtant favorable (augmentation du pouvoir d'achat, progrès considérable de la scolarisation...) de convertir le peuple à l'art* ».

Le candidat à l'élection présidentielle Sarkozy, comme les autres, avait promis de faire de la démocratisation culturelle une priorité. Son ministre de l'Éducation Xavier Darcos a

ajouté aux programmes scolaires des éléments d'histoire des arts au collège et au lycée. Inutile de dire que cela ne risquait pas de changer grand-chose à la situation de la culture en France.

Derrière un discours universaliste, derrière les soi disant efforts de démocratisation, il y a en réalité un statu quo, un immobilisme et de véritables barrages cloisonnent la vie culturelle. C'est qu'il n'est pas si simple de se mettre à une pratique culturelle à laquelle on est étranger. Imaginons un instant une personne qui n'a pas eu l'occasion, dans sa jeunesse, d'aller dans une bibliothèque, pas même une bibliothèque municipale. On sent, dès qu'on y entre, une atmosphère particulière. Y règnent des règles, des pratiques particulières, étranges et étrangères pour celui qui est novice. En fait, une telle personne parviendra à faire le pas si elle a la chance d'avoir quelqu'un qui est, à la fois, prêt à l'accompagner, la guider, et qui, par ailleurs a le tact suffisant pour comprendre la gêne et les difficultés d'adaptation que peut éprouver celui qui fait ce pas pour la première fois.

Mais, même si ce pas est franchi, il existe une hiérarchie dans les bibliothèques, et si l'on a osé s'acclimater à celle de son quartier, c'est encore un autre monde et une autre histoire que d'aller dans une bibliothèque plus prestigieuse, où les usages, et le public, sont encore très différents. La bibliothèque du Centre Pompidou, dont le nom exact est Centre national d'art et de culture, lors de son ouverture en 1977, dans la foulée de Mai 1968, avait eu le souci de se montrer accessible justement à ce genre de public, celui qui n'avait jamais osé mettre les pieds dans une bibliothèque, et tout avait été rendu plus clair et plus facile pour ce public. Mais cette idée semble aujourd'hui avoir disparu et le Centre Pompidou s'est mis à ressembler à ses homologues.

La culture n'a besoin de rien faire pour garder tous ses barrages aux diverses portes d'entrée. Mais elle aurait beaucoup à faire, si vraiment l'on voulait que ces barrages sautent, et que les portes soient franchies par des gens véritablement nouveaux. Mai 68 a été un moment où ce problème a été posé. D'ailleurs, il en est résulté un changement dans les musées, dans les années qui ont suivi. De locaux sombres et poussiéreux qu'ils étaient jusque là, à peine visités et servant essentiellement aux chercheurs pour retrouver leurs objets d'études, les musées se sont éclairés, ont appris à faire un peu de pédagogie. Une véritable volonté d'ouverture a existé. Et cette ouverture s'est concrétisée.

Mais les plus nombreux à affluer dans les musées rénovés, puis multipliés, ont été les classes moyennes et intellectuelles. Cela s'en est ressenti sur la manière de continuer à mettre en place expositions et musées. Et l'argent étant aussi dans le viseur, dès que l'on a su trouver une présentation « rentable » financièrement, l'évolution et l'ouverture à des catégories nouvelles se sont arrêtées. La volonté de transformation, essentielle dans la manière de présenter, s'est muée en volonté de conservation, histoire de garder le bon filon financier une fois mis au point, et d'en rester là. Les classes moyennes ont été aux expositions et dans les musées, et puis c'est tout. Ouvriers non qualifiés et petits employés vont plutôt au zoo, dans les parcs de loisirs, beaucoup moins au musée.

Les chiffres et la culture

Comment les Français se cultivent-ils, qui fait quoi, quelles sont les différences d'habitudes culturelles selon les divers milieux, quelles sont enfin les évolutions dans le temps ? Eh bien, à notre grande surprise, les chiffres, les études sont rares en ce domaine.

Pire, la même étude peut nous être présentée de plusieurs manières très différentes, presque opposées.

Nous avons ainsi retrouvé des articles du journal Le Monde au sujet d'une étude régulière, faite à la demande du ministère de la Culture, sur les pratiques culturelles des Français et datant de 2008. Eh bien, nous avons trouvé deux articles, tous deux sur cette même étude, et ils disent à peu près l'inverse l'un par rapport à l'autre.

Le 15 octobre 2009, d'abord, Le Monde consacre à cette étude un éditorial en première page et deux pleines pages intérieures. L'édito titre : « *Echec culturel* ». Il dit : « *La situation (...) a empiré par rapport aux enquêtes similaires de 1988 et 1997 (...) Les gens modestes abandonnent toujours plus les pratiques et désertent les lieux culturels. Les non-lecteurs chez les ouvriers ont augmenté de façon spectaculaire* ». Et il ajoute : « *En matière de culture, offrir plus ne suffit pas à élargir la demande. Les spécialistes savent que cette politique profite surtout aux mordus de théâtre ou d'art. En fait, l'État ne s'est jamais vraiment donné les moyens de toucher les exclus de la culture.* » (15 octobre 2009)

Quant au texte de l'article, il décrit une détérioration presque générale : « *Peut-être est-ce un effet de la nouvelle culture d'écran : la multiplication des pratiques, à la maison et à l'extérieur, provoque un émiettement de la consommation culturelle. Et donc une baisse du nombre de gros consommateurs de films ou de livres. La tendance, il est vrai, était déjà constatée lors des précédentes études. Au cinéma, la fréquentation occasionnelle a augmenté de 1997 à 2008. Mais elle flanche chez ceux qui se rendent en salle plus de douze fois par an, plus particulièrement les jeunes : leur proportion passe de 33% à 29% des 15-24 ans, et de 18% à 15% des 25-34 ans. C'est encore plus vrai avec les livres et les journaux. Les moyens et surtout forts lecteurs sont en recul de 19% à 17% de la population. Cette tendance particulièrement nette chez les jeunes (- 5 points) connaît une exception : les 55-64 ans (+2 points). Au total, le livre assiste à un glissement progressif de la catégorie des forts lecteurs vers celle des lecteurs occasionnels et cette dernière vers les non-lecteurs. Le même phénomène se retrouve dans tous les secteurs. La part de visiteurs réguliers est passée de 9% à 7% dans les bibliothèques et médiathèques, de 24% à 22% dans les lieux de spectacle vivant, de 25% à 22% dans les lieux d'exposition et de 18% à 16% dans les lieux de patrimoine (trois visites et plus par an).*

Et l'article de poursuivre, avec le sous-titre : « *Toujours plus d'exclus* » : « *Un des principaux combats de tous les ministres, depuis près de trente ans, du moins dans les déclarations, est d'élargir l'accès aux équipements culturels, notamment aux gens les plus modestes. C'est un échec. Les chiffres de 2008 sont quasiment identiques à ceux de 1997, et même à ceux de 1988 : les plus riches et les plus diplômés monopolisent l'offre culturelle d'État. le doublement du budget de la culture, en 1981 par Françoise Mitterrand et Jack Lang, n'avait déjà pas changé les conditions d'accès aux équipements. Ce sont les mordus de la culture qui en ont profité. L'étude montre même que les ouvriers désertent toujours plus les lieux culturels, sauf les cinémas.* »

Voilà donc la vision que nous donne Le Monde en 2009. Or, début 2012, plus de deux ans plus tard donc, sans qu'on sache très bien pourquoi, ce journal revient, sans dire qu'il y revient, sur la même étude, comme si elle venait d'être publiée. Le 8 janvier 2012, nouvel éditorial et nouvelle analyse sur ce rapport du Ministère de la culture et de la communication, qui étudiait l'évolution des comportements culturels des Français de 1973 à 2008. L'article a pour titre « *35 ans d'une révolution culturelle de velours* ». Quant à l'éditorial, il annonce :

« *L'épatant appétit de culture des Français* ». Bigre ! Il nous avait échappé que nos amis, nos voisins, nos camarades de travail, avaient soudain eu une soif de lire, d'aller au théâtre et de voir les expositions. Mais lisons Le Monde :

« L'aube de cette année 2012, est-il donc écrit en page une, est porteuse d'une nouvelle qui donne chaud au cœur : les Français n'ont jamais été aussi friands de sorties, de spectacles et d'activités culturelles. » Et d'ajouter, « *On nous alertait sur un avenir promis au despotisme des ordinateurs et au décervelage des jeunes générations. C'est le contraire qui se produit. Dans un formidable mouvement de balancier, notre civilisation, qui produit de plus en plus de solitude, génère dans le même temps son antidote : les Français se révèlent amateurs de grandes messes culturelles, d'événements réunificateurs, de théâtre, de salles obscures où la taille de l'écran est sans doute moins importante que la présence du collectif, de l'ici et maintenant* », de l'émotion partagée. »

Arrêtons-nous quand même un instant d'applaudir à notre merveilleuse civilisation, et regardons l'analyse de l'étude, en page intérieure. Un schéma la résume, en forme de grande fleur qui se partage en grande pétales : pour chaque domaine, il y a 2 pétales côte à côte, l'une pour 1973, l'autre pour 2008. À peu près tout progresse : regarder la télévision, écouter de la musique, aller au cinéma, visiter un musée ou une exposition, assister à un concert, aller au théâtre, jouer de la musique à plusieurs, pratiquer une autre activité artistique que musicale : tout cela augmente et ça se voit bien. Lire au moins un livre ne bouge pas. Il n'y a que lire tous les jours la presse quotidienne qui baisse (de 55% à 29% des Français), et un peu écouter la radio. N'est-ce pas merveilleux !

Sauf que si l'on va fouiller dans le texte de l'article, si l'on regarde de plus près l'étude elle-même et si l'on réfléchit surtout à la portée de chaque chiffre, on trouve bien des choses à nuancer.

Pour la consommation audiovisuelle, 98% des Français regardent la télévision, au lieu de 88% il y a 35 ans. Nous savons tous que 98 est un chiffre supérieur à 88, mais est-ce un progrès sur le plan culturel ; qu'est ce qui est regardé, et qu'en retient le téléspectateur ? ce doit être faire preuve de mauvais esprit que de se poser ce genre de question, en tout cas, le tableau ne le dit pas ; si, une chose, le nombre moyen d'heures d'écoute de la télé, par semaine, est monté de 16h en 1973 à 22h en 1997, puis se tasse à 21h en 2008. On sait encore que les jeunes, les 15-24 ans, regardent moins la télé (27% en 2008, au lieu de 36% en 1997) ou que les personnes plus âgées la regardent plus (60% au lieu de 43% en 1973 pour les plus de 60 ans). Mais là encore, qu'en est-il de la culture ? Regarder un divertissement, parce qu'on a besoin de se vider la tête après une journée de travail harassante, est-ce de la culture ? En soi, le nombre d'heures passées devant la télévision n'a, pour nous, rien à voir avec la culture.

Or, tous les chiffres qui suivent sont de la même eau. Le pourcentage de Français qui écoute la radio est passé de 89% à 87% sur la période 1973-2008. Par contre, l'écoute de la musique augmente nettement, de 66% à 81%. (et de 9% à 34% pour ceux qui en écoutent tous les jours ou presque).

Passons à la seconde catégorie, la lecture d'imprimés. En 1973, ils étaient 77% à lire un quotidien, chiffre qui est monté à 79% en 1988, mais qui est descendu à 69% en 2008. Mais attention, ceux qui en lisent tous les jours ou presque ne sont que 29% en 2008 (ils étaient 55% en 1973).

En ce qui concerne la lecture de livres, 70% des Français disent en avoir lu au moins un dans l'année, chiffre identique à celui de 1973 (avec une hausse à 75% entretemps). Mais quels livres sont lus, quel genre de livres ? On peut d'autant plus se poser la question que, de plus en plus, prennent une présentation en apparence et en forme de livres des choses dont le contenu ne prétendait pas à ce titre dans le passé. Doit-on mettre dans le même sac livres d'histoire et livres de recettes de cuisine, ou même coffret de produits de cuisine, comme cela existe maintenant ? Cette année 2015, Leclerc tient près de la ville moyenne de Concarneau un magasin spécialisé qu'il a dénommé « Espace culturel ». On y trouve des rayons d'ésotérisme, de vie pratique, de religions, etc. des vidéos et de la musique. Mais pas un seul rayon d'histoire, ni d'économie, ni de politique ou de sociologie. Selon le site de Leclerc, la chaîne aurait en France 300 magasins de ce genre.

Si on demande combien de livres ont été lus dans l'année, la part de gros lecteurs (lisant 20 livres et plus) a baissé de 28 à 16%, alors que celle des petits lecteurs (de 1 à 10 livres) est en hausse de 24 à 38% (toujours entre 1973 et 2008). Mais n'en sachant pas plus sur la nature de ces livres, ces chiffres ne peuvent pas nous dire grand chose sur ce qui nous intéresse : à savoir, les Français qui ne profitaient pas de la culture deviennent-ils plus cultivés ?

Ces chiffres, qui ne s'intéressent qu'à des quantités, peuvent cacher des réalités très particulières, dans le monde où nous vivons. Il y a par exemple le phénomène de dépendance : de même que l'industrie du sucre nous rend dépendant par dizaines de millions à ce produit, en en mettant absolument partout, de même des écrivains, des éditeurs, travaillent à rendre dépendant le lecteur d'un genre particulier, voire d'un seul auteur. Un chiffre en amélioration peut donc tout aussi bien être le signe d'une plus grande dépendance, et pas d'une culture ni approfondie, ni plus diversifiée.

Cela dit, nous pouvons quand même trouver quelques chiffres qui nous intéressent plus particulièrement, dans la mesure où ils tentent d'approcher une vision selon les diverses catégories sociales. Ainsi, Le Monde (8 et 9 janvier 2012) donne cette précision : à la question « *Avez-vous lu un livre durant les douze derniers mois ?* » 71% des femmes ouvrières répondent oui en 2008, ce qui est un chiffre un peu supérieur à celui de 1973, qui était de 64%. Quant aux ouvriers, ils sont nettement moins nombreux à répondre oui avec seulement 52%, alors qu'ils étaient 70% en 1973. En tout cas, cela veut dire aussi qu'un tiers des ouvrières et la moitié des ouvriers, ne lisent aucun livre.

En fait, ce sont les classes sociales supérieures ou moyennes qui se cultivent peut-être plus, et en tout cas qui consomment plus de « culture », plus de théâtre, plus de musées, plus d'expositions. « *Surtout, l'enquête pointe ce constat sociologique qui fait hérissier le poil de tout directeur de lieu culturel : ce sont les mêmes qui profitent le plus de la culture dite "institutionnelle" (cadres supérieurs et professions libérales) tandis que les ouvriers calent toujours devant la porte d'entrée : 44% des cadres supérieurs et des professions libérales sont allés au théâtre dans les douze derniers mois, selon l'enquête de 2008 (39% en 1973), contre 10% des ouvriers (6% en 1973).* »

Une autre enquête, faite celle-ci par l'INSEE, un peu plus ancienne, avait valu un article dans Alternatives économiques, en février 2008. « *Les Français se cultivent* », annonçait l'article. On y trouve ces précisions : les Français lisent deux fois moins de romans classiques que de livres de cuisine, de bricolage ou de guides de voyage ; et ils écoutent trois

fois moins souvent de la musique classique que de la variété française. Quant aux pratiques culturelles dites plus « savantes », les ouvriers (et les employés, mais dans une moindre mesure) en restent à l'écart. En 2005, 6% étaient allés au théâtre, contre une moyenne dans la population de 16%, et 25% seulement dans un musée, pour une moyenne de 36%. Pourtant, le nombre d'entrées dans les musées nationaux a très nettement augmenté, passant de 12,7 à 18,4 millions entre 1995 et 2005.

On peut donc lire tous ces chiffres en disant que ce sont les mêmes qui vont au musée, qu'ils y vont plus souvent, et ce sont également les mêmes qui n'y vont pas. Donc, il est clair sur ce point au moins que l'écart s'est creusé. Et on peut ajouter que les deux tiers de la population ne mettent pas les pieds dans un musée, et que le théâtre est réservé à une sorte d'élite, un Français sur six. Mais « *Les Français se cultivent* », nous dit Alternatives économiques », rejoignant ainsi Le Monde.

Fin 2008, début 2009, la JOC (Jeunesse ouvrière chrétienne) a fait une enquête auprès des jeunes de 13 à 30 ans, et en a interrogé plus de 7000. Il en ressort que 51% des jeunes ne s'intéressent ni au musée, ni au théâtre, ni l'opéra, qu'ils jugent de toute façon trop chers ; 13% disent se consacrer régulièrement à la lecture, 10% à des activités artistiques ou manuelles, et 8% font des sorties au concert une occupation périodique. À noter que Le Monde qui donne cette information parle, là, d'un « *nauffrage culturel* » pour la jeunesse. Mais c'est, il est vrai, dans un minuscule billet de quelques lignes.

Enfin, une autre étude de l'INSEE, commentée dans Le Monde (15 décembre 2000) analysait cette fois la lecture de la presse. Un Français sur deux lisait un quotidien en 1973, c'est seulement un sur trois en 1997. Trois Français sur quatre ne lisent aucun quotidien national. Selon l'étude, la lecture d'un quotidien national est directement liée au niveau d'études et au diplôme : près d'un tiers des diplômés au de-là de bac+2 lisent un quotidien national au moins deux fois par semaine ; mais en comparaison, seulement 5% des sans diplôme lisent ainsi un quotidien national.

Toujours en 2000, 58% des cadres et 38% des professions intermédiaires (classes intermédiaires entre les cadres et les agents d'exécution : contremaîtres, instituteurs, infirmières, assistantes sociales) sont des lecteurs plus ou moins réguliers de la presse nationale. 34% du lectorat vit en région parisienne, et 56% est masculin.

Par contre, l'écart est moins apparent en ce qui concerne la presse régionale ; celle-ci est plus lue parmi les « petits » diplômés, 71% des titulaires d'un CAP ou d'un BEP, contre 48% des plus diplômés. En quinze ans, la diffusion de ces quotidiens nationaux est descendue de 870 millions d'exemplaires à 740 millions pour l'année 2000. La presse régionale tient mieux (2350 millions au lieu de 2250 entre 1985 et 2000).

Parmi les différentes catégories sociales, ce sont les agriculteurs qui lisent le plus la presse régionale, avec 83%, mais ils ne sont que 7% du lectorat de cette presse. L'essentiel est ouvrier et employé, avec 26% du lectorat ouvrier et 26% également du lectorat qui est employé ; et on compte enfin 9% d'artisans et commerçants et 7% de cadres. On sait enfin que la presse régionale est plus lue par les personnes âgées : plus de 50% des plus de 70 ans la lisent, contre 25% des moins de 30 ans.

Deux mots au sujet des magazines : leur audience est surtout féminine (61% des lecteurs sont des lectrices), jeune aussi (31% des lecteurs ont moins de 30 ans) et urbaine (34% de franciliens).

Reste que pour l'INSEE, « *plus de 8 millions de Français (17% des plus de quinze ans) ne lisent aucun journal d'information générale* », en 2000. L'essentiel sont des non-diplômés ou des gens de faible niveau d'études, et beaucoup, 59% sont des femmes.

Un premier état des lieux

Que pouvons-nous dire après ces diverses études et tous ces chiffres ? D'abord, que le capitalisme étant un système en bouleversement permanent, les canaux d'accès à la culture ne cessent d'évoluer, et la société elle-même est en perpétuelle modification. Mais ces changements sociologiques (massification du monde étudiant, élévation du nombre de cadres) sont accompagnés d'un maintien, lui, chronique, d'une division profonde dans la société sur le plan culturel comme sur les autres.

Ainsi, l'évolution de la structure économique a fait que le nombre de cadres a augmenté, et ces cadres ont bien trouvé un accès à la culture. Mais la culture n'a fait aucun progrès en direction des classes populaires. La vie culturelle des uns n'a rien à avoir avec celle des autres. Une hétérogénéité gigantesque existe et recoupe en grande partie les milieux sociaux. Et dans chaque milieu social, il existe à nouveau des écarts considérables entre les pratiques individuelles en matière de culture. Certaines pratiques, le théâtre, le ballet, le concert de musique classique, écartent totalement ou quasi totalement des catégories entières et importantes de la population, et sont de fait des pratiques fermées à une forme d'élite culturelle.

Pour en revenir maintenant au journal *Le Monde*, et à son changement de présentation de cette étude, on peut se poser quelques questions. On peut ironiser et dire que, peut-être, ce journal de référence a-t-il voulu nous montrer qu'on pouvait faire dire aux chiffres à peu près n'importe quoi, donc aussi, ce qui vous arrange. On peut dire aussi que ce journal qui se prétend le chantre de la démocratie et de la transparence, est aussi capable d'une entourloupe digne des montages photos de la pire période stalinienne, puisque tout a été réécrit, de A à Z, sans rappeler un instant qu'un article avait déjà été écrit sur le sujet. Mais cela veut surtout dire une chose, c'est que le journal a pris un tournant entre octobre 2009 et janvier 2012, sur ce qu'il pense devoir dire sur ce qu'est ou pas la culture. Et effectivement, un changement a bien eu lieu : la direction du journal est passée, en 2010, entre les mains de trois hommes d'affaires, Xavier Niel, Matthieu Pigasse et Pierre Bergé. C'est donc très certainement tout ou partie de ces individus qui ont tenu à dire leur point de vue et ont commandé la version de 2012 pour faire le point sur la situation culturelle en France.

En nous disant qu'il faut considérer la télé, le cinéma, la radio, etc, comme une culture satisfaisante, il ne s'agit pas seulement de nous présenter le bilan en ce qui concerne la culture comme positif, il s'agit de quelque chose de plus grave. La nouvelle direction du *Monde* veut persuader le lecteur, et tout particulièrement l'intellectuel, qui est son lectorat de base, que les produits que le bon peuple avale pour se divertir, se vider la tête après le boulot, ou encore la préparer pour pouvoir mieux s'imprégner des publicités, il s'agit donc que tous ces produits soient désormais reconnus comme une bonne culture à partir du moment où le peuple les ingurgite.

Evidemment, entre gens du beau monde, l'on saura ce qu'il en est en réalité, puisqu'on ne passe pas ses soirées devant la télévision, mais ailleurs. Mais il faut s'accorder pour clamer que le peuple se cultive, à partir du moment où il consomme les produits de masse de l'industrie du livre, de l'industrie du spectacle ou celle de l'audiovisuel. A l'ancienne idée qui était de chercher à faire partager la culture classique de la société bourgeoise plus largement, on substitue l'idée implicite d'une double culture derrière un mot unique qui englobera la culture marchandise de masse et la grande culture classique, sous la même étiquette.

Ainsi, on obscurcit un peu plus encore la vision que la partie de la population qui en est le plus écartée a de la culture, en lui disant qu'il s'agit simplement d'acheter un livre, d'écouter la radio, de regarder la télévision, d'aller voir peut-être un spectacle.

La classe bourgeoise sait que la culture est ce qui lui permet de connaître l'histoire du monde dans lequel elle se trouve, de la comprendre, d'en appréhender les ressorts, et de savoir comment s'y comporter. La culture est indispensable à son existence en tant que classe dirigeante et responsable, comme elle est indispensable à chacun des individus qui la composent et, en tant qu'être humain complet et équilibré, doit trouver un sens à son existence et à son rôle.

Mais les jeux télévisés qui précèdent le journal de 13 heures ou du 20 heures, les émissions du samedi soir de Patrick Sébastien, s'ils peuvent apporter un peu de gaieté sur l'écran, ne permettent en rien de nous aider à trouver un sens à la vie, une explication à sa propre place dans l'histoire que nous vivons ; elles égayent un moment, elles divertissent, font oublier, un instant, en quoi nous sommes au contraire accablés, mis dans l'impossibilité, faute de culture, de comprendre ce qui nous arrive, que ce soit sur le plan politique, sur le plan économique, et par voie de conséquence, au moins en partie aussi, sur le plan personnel.

Ces jeux, ces émissions dites populaires, ont pour dénominateur commun de nous habituer à la facilité. Tout y est mâché, enjolivé, agrémenté, pour que le suivi de l'émission nous soit à la fois agréable et facile, le plus facile possible. L'enjeu est de taille, puisqu'il s'agit de garder le maximum de téléspectateurs. Mais, du coup, on nous déshabitude de tout effort, pas d'effort sur les raisonnements proposés, qu'on remplace par des joutes, des combats de coq, en politique notamment ; pas d'effort sur les explications que nous avons à suivre ; on nous donne des réponses toutes prêtes, on ne nous laisse pas nous poser des questions ; rares enfin sont les émissions où il y a à réfléchir, par exemple en écoutant des personnes à qui on donne le temps de s'exprimer et qui ont des avis différents les uns des autres.

Mais ces efforts, par contre, sont une seconde nature dans les familles et dans la culture même du monde bourgeois. Tout jeune, l'enfant est habitué à écouter les réflexions nuancées des parents, des adultes. L'effort lui semble normal. Or, chaque fois que nous voulons entrer dans un univers un peu nouveau, en culture comme en tout, il nous faut faire un effort. Ceux qui n'ont eu que la télévision comme apprentissage seront bien désarmés.

Les professionnels de la culture

Cette société a fait de la culture une véritable institution, et cette institution a ses maîtres, ainsi que des transmetteurs professionnels, les enseignants. Bourdieu, en 1964, dans un ouvrage intitulé *Les héritiers*, en collaboration avec Jean-Claude Passeron, a réalisé une

étude intéressante sur ce monde universitaire (Éditions de Minuit 1964). Derrière la façade d'une sorte de milieu unique et mélangé, les étudiants, il a mis en évidence les différences essentielles qui distinguent, dans ce monde, l'existence et le vécu d'un étudiant d'origine modeste avec les étudiants de milieu aisé et cultivé.

L'accès, l'adhésion à la culture, relève par exemple Bourdieu, se fait bien mieux lorsqu'elle est diffuse, par petites touches répétées, diverses, régulières, plutôt que par un lourd apprentissage brutal sur un sujet donné. L'étudiant fils de cadre a plus de chances d'en profiter que le fils de petit-bourgeois, ou d'ouvrier. *« Par opposition au milieu petit-bourgeois où les parents ne peuvent transmettre autre chose, la plupart du temps, que la bonne volonté culturelle, les classes cultivées ménagent des incitations diffuses beaucoup mieux faites pour susciter, par une sorte de persuasion clandestine, l'adhésion à la culture. »*

Une des attitudes des professeurs, à l'université, et à l'école en général, est de signaler à l'étudiant que son travail est trop *« scolaire »*. Et cela doit être entendu comme un défaut. Cela signifie, par exemple, s'il s'agit d'analyser une pièce de théâtre, que l'étudiant en reste au strict contenu de l'œuvre étudiée dans le cadre de l'école. Alors qu'un travail moins scolaire prendra plus de liberté, de recul. Mais qu'est-ce que cela veut dire dans la réalité ? Un étudiant issu de milieu relativement aisé et qui fréquente depuis longtemps les théâtres, ou qui entend par sa famille régulièrement parler de divers styles théâtraux, ou qui habite une grande ville où une activité théâtrale est variée, aura immédiatement en vue une multitude de points de repères, qu'il pourra mettre en valeur, resituant ainsi son écrit dans tout ce cadre. Par contre, le fils de petit-bourgeois qui vit dans une petite ville de province, sans théâtre et sans l'habitude d'aller au théâtre, lui ne pourra que dissenter à partir de ce que l'école, l'université, lui aura appris. Bourdieu prend cet exemple : *« Une bonne connaissance du théâtre classique n'a pas la même signification chez des fils de cadres supérieurs parisiens, qui l'associent à une bonne connaissance du théâtre d'avant-garde et même du théâtre de boulevard, et chez des fils d'ouvriers de Lille ou de Clermont-Ferrand qui, connaissant aussi bien le théâtre classique, ignorent tout du théâtre d'avant-garde ou du théâtre de boulevard »*. (Les héritiers, Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, Éditions de Minuit 1964-1985)

Ainsi, minimiser un travail en le traitant de *« scolaire »*, comme le font nombre d'enseignants, c'est en fait dévaloriser le travail que l'école réalise et qui, pour certains est le seul apport culturel. Et si les enseignants, l'école, l'université, se comportent de cette manière, c'est parce que le système universitaire ou scolaire nie les inégalités de départ devant la culture, entre les divers étudiants.

Mais les choses vont plus loin encore. Pierre Bourdieu s'est posé la question de savoir comment il se fait qu'une matière, la pédagogie, pourtant essentielle pour tout apprentissage et toute compréhension, n'est quasiment jamais enseignée, dans le monde universitaire. *« Professeurs et futurs professeurs (les futurs professeurs dont il s'agit ici, ce sont les étudiants) s'accordent le plus souvent pour mépriser la pédagogie, c'est-à-dire un des savoirs les plus spécifiquement liés à ce qu'ils font et à ce qu'ils auront à faire. De même, tout effort pour réintroduire une discipline "scolaire" dans l'enseignement supérieur est immédiatement perçue par les étudiants et par les professeurs comme attentatoire à la dignité des uns ou comme incompatible avec la maîtrise des autres. Là encore, étudiants et professeurs communiennent dans l'échange d'images prestigieuses : le professeur qui voudrait enseigner les techniques matérielles du travail intellectuel, la manière d'établir une fiche ou de constituer une bibliographie par exemple, abdiquerait son autorité de "maître" pour apparaître aux*

yeux des étudiants atteints dans leur image d'eux-mêmes comme un maître d'école égaré dans l'enseignement supérieur. »

C'est donc par pure image de prestige que ce milieu se refuse de reprendre et d'explicitier les idées de base, les plus essentielles, celles qui permettent l'articulation de tout le travail intellectuel. Pourtant, dans un musée par exemple, ou lors d'une exposition, il serait tout à fait possible de présenter au public à la fois les bases les plus essentielles, tout en amenant le visiteur à suivre un débat d'un niveau supérieur. Un travail intellectuel permettrait de le faire. Dans une société, ou dans une époque, où il serait bien vu de vouloir rendre la culture accessible, ce travail se ferait, à profusion, à grande échelle, car il se trouverait de nombreux intellectuels en capacité de le faire et à la fois motivés par cet objectif. Mais aujourd'hui, l'objectif n'est absolument pas là. Qu'il soit plus ou moins dit, répété, écrit, dans les textes et les discours convenus, c'est une chose. La réalité profonde est différente.

D'ailleurs, si l'ensemble du monde des dirigeants, politiques et autres, continue de répéter, qu'il est essentiel que la culture soit partagée par tous, il a quand même échappé dans la bouche de l'un d'eux, un certain Nicolas Sarkozy, une formule qui disait sans doute la pensée réelle d'un certain nombre de ceux-ci, à savoir qu'il faudrait cesser ce langage hypocrite et, au contraire, faire admettre que la culture est bien où elle est, et inutile ailleurs : En 2006, en effet, Monsieur Sarkozy, alors candidat à l'élection présidentielle, avait ironisé lorsqu'il avait expliqué que la lecture de la Princesse de Clèves, au programme de l'oral du concours d'attaché d'administration, ne pouvait pas intéresser une « guichetière ». Mais, hormis ce cas un peu spécial, il est de bon ton de ne pas crier sur les toits que la culture est à remiser au grenier. Non, on affirme partout et toujours que la culture est essentielle, que la démocratie fait des efforts constants pour la partager.

*

Depuis quelques décennies maintenant, il semble bien que ce milieu universitaire, où se trouve l'un des centres essentiels pour la culture, soit lui-même entré dans une crise durable, qui cette fois touche les étudiants de toutes origines. C'est un recul de l'idée même de culture, qui se manifeste par un appétit pour celle-ci qui va décroissant parmi les étudiants.

D'après la grande enquête sur « *Les pratiques culturelles des Français* » de 1997, menée par le ministère de la Culture, les instituteurs ne lisent pas plus et même plutôt moins que les cadres d'entreprise. La revue *L'Histoire* (n° 312, septembre 2006) a consacré un dossier intitulé « *Les étudiants lisent-ils encore ?* ». Ce dossier de *L'Histoire*, qui date de 2006, démontre un recul de la pratique de la lecture chez toutes les catégories d'étudiants. « *Ceux-ci lisent beaucoup moins que dans les années 1970-1980.* » Un éditeur universitaire le dit crûment : « *Les enseignants eux-mêmes lisent peu. C'est le secret le mieux gardé.* »

Les éditeurs de livres constatent ainsi, qu'en histoire, les étudiants lisent de moins en moins. Michel Winock, qui a animé le secteur histoire aux Editions du Seuil de 1969 à 2004, dit ceci : « *Quand nous avons lancé la collection de poche "Points-Histoire" en 1970, le premier tirage était au minimum de 15 000 exemplaires. La plupart ont été réimprimés, réédités. Certains atteignirent 200 000, 300 000 exemplaires. L'érosion est venue dans les années 1990. La baisse s'est accélérée dans les années 2000. Aujourd'hui, les tirages sont de 5000 à 6000 au maximum.* »

Une spécialiste de l'économie des médias, Sophie Barluet, confirme : « *En trente ans le marché de l'édition en histoire a été divisé par deux* ». Elle ajoute que, selon elle, les étudiants ont changé leur manière de lire les livres : « *Ils entretiennent un rapport de plus en plus utilitariste avec la lecture. Le livre n'est plus une fin en soi (...). On lit désormais comme on circule sur internet : de manière éclatée et dispersée.* »

Seule nuance à apporter au tableau : le recul de la lecture est moins prononcé chez les étudiantes que chez les étudiants. Pour le sociologue François de Singly « *Les jeunes qui lisent peu sont davantage des garçons (...) Ils n'aiment ni le français, ni la géographie, ni l'histoire, ni les langues, ni la musique. Affirmant des goûts masculins, la lecture construite comme féminine est, pour eux, peu attractive.* »

Pour les rédacteurs de L'Histoire, ni Internet, ni la télévision, ni même le fait que bien plus de jeunes ont pu devenir étudiants, ne suffit à expliquer la baisse de la lecture. « *La chute de la lecture touche tous les élèves (de lycée) et tous les étudiants, quel que soit leur milieu d'origine (...) Ensuite, les étudiants de milieu modeste ne lisent pas beaucoup moins que les autres* ». La revue en conclut que ce qui a changé, c'est le statut du livre, la manière dont il est considéré. Et elle parle d'une « *crise de légitimité* » que subirait donc le livre.

Oui, sauf que c'est une tautologie, la répétition d'une idée avec des mots différents : le livre n'est pas lu parce qu'il n'est pas considéré. D'accord, mais pourquoi n'est-il pas considéré ? On ne va quand même pas répondre « *parce qu'il n'est pas lu* ». On tourne en rond ! Nous avons, nous, une idée. Ne serait-ce pas la société elle-même où nous vivons, dans son ensemble, qui enlèverait sa valeur au livre ? Cette société ne cesse de valoriser de plus en plus ce qui est immédiatement utile, et n'est utile que ce qui rapporte économiquement parlant. Or la culture, au sens des classiques, est sans utilité immédiate. Et elle ne semble pas rapporter un profit immédiat.

Le livre a donc perdu une part de sa crédibilité et de son auréole, mais il faut aussi dire qu'il l'a un peu cherché. On fait depuis des années des livres avec n'importe quoi, n'importe quel texte, n'importe quels souvenirs. On lit pour se délasser, pour connaître des potins et en faire état lors d'un repas, on lit pour lire ce que lisent les autres. Et les autres lisent ce qui connaît le plus fort tapage publicitaire.

Les étudiants lisent quand ils pensent que la lecture va leur être utile, pour décrocher leur examen, point à la ligne. Ils ne lisent plus par curiosité, ni pour avoir une culture générale, ni pour briller en société, encore moins pour comprendre, et pas du tout pour envisager comment l'on pourrait changer l'état des choses. Ainsi, chacun ne va s'intéresser qu'à son petit domaine. Et encore. Éric Vigne, éditeur chez Gallimard, constate : « *Les ouvrages de la collection "Tel" (qui publie des titres de référence) sont portés par les étudiants en master et doctorat, mais peu par les trois premières années de licence.* ». L'étudiant ne lit donc pas seulement si c'est son domaine, mais si c'est la partie de son domaine dont il a un besoin immédiat.

Au lieu que les études que font les étudiants leur donnent envie d'en savoir plus, de s'entourer de tout un monde de connaissances diverses et variées, l'évolution actuelle est en sens inverse. Ce constat croise celui du sociologue Edgar Morin (Le Monde daté 13 mai 2009) : « *On n'est pas dans une société de la connaissance. On est dans une société des connaissances séparées (...). L'enseignement fournit des connaissances séparées, cloisonnées*

et dispersées, qui deviennent affaires d'experts fonctionnant sur des problèmes particuliers, mais incapables de voir les problèmes fondamentaux et capitaux ».

Oui, le refus de la culture au sens global et général du terme, son recul y compris dans les temples de la culture que sont les universités, c'est un signe, celui d'un refus d'appréhender la globalité, car la globalité, aujourd'hui, est inquiétante, en crise. C'est simple, si l'on suit l'actualité, on nous dit chaque jour l'existence de crises séparées, dans l'immobilier, dans l'éducation, dans la police ou dans les hôpitaux. Tous les domaines, les uns après les autres, sont dits « *en crise* ». Mais en même temps, cette présentation, toujours fragmentée, est une manière de nier qu'à la racine, existe une crise globale du système. Edgar Morin le dit presque, à sa façon : « *Le vrai problème, c'est qu'il faut tout réformer. Mais on ne fait que des réformettes : le secondaire occulte le principal et l'urgence occulte l'essentiel alors que l'essentiel est devenu urgent.* »

Pour améliorer la situation, Edgar Morin propose d'instaurer une année de culture générale obligatoire pour tous, en fin de lycée ou en première année de fac. Pourtant, il sait que les choses sont bien plus complexes. « *Il faudrait "réformer les formateurs"* », dit-il. Il faut tout réformer, nous en sommes d'accord, et cela a justement un nom, qui nous vient de la culture générale, et qui est riche d'histoire : tout réformer, c'est procéder à une révolution.

En 1979, j'ai personnellement réalisé une « *Étude des intérêts culturels des stagiaires CAEI* » (examen en vue d'enseigner dans le primaire à des enfants déficients intellectuels), parmi une catégorie de personnels enseignants, au centre de formation d'enseignants de Paris Batignolles. Et j'ai justement tenté de cerner de manière plus précise la variété des sources de lectures (et autres sources culturelles), le temps consacré selon le genre de lecture préférée, mais aussi, puisqu'il s'agissait d'enseignants, l'intérêt pour les ouvrages traitant de pédagogie ; tout en essayant également de cerner, parmi la petite population étudiée (38 questionnaires portant sur 61 questions) les caractéristiques personnelles, sociales, familiales et de mode de vie pouvant influencer sur les pratiques culturelles. Enfin, j'ai essayé aussi de savoir comment chacun s'évalue lui-même, et s'il se considère comme d'un bon niveau par rapport aux autres, ou au contraire inférieur, quant à ses pratiques culturelles.

Voici quelques unes des conclusions qui en sont ressorties. On voit déjà une nette différence de pratique entre garçons et filles : « *Les filles consacrent un peu moins de temps et de sources à la lecture que les garçons, mais elles se rattrapent très nettement sur le reste des sources culturelles, auxquelles elles consacrent 1,5 fois plus de temps que les garçons en moyenne.* » *Globalement, les filles consacrent 1,3 fois plus de temps que les garçons à la culture* ».

Les écarts de temps consacré à la culture, à la fois pour la lecture (étaient proposés roman classique, roman moderne, science fiction, policier, pédagogie et 4 autres possibilités éventuelles) et les autres sources (étaient proposés : cinéma, expositions, musées, concerts, théâtres, ballets) peuvent être considérables. La variété des sources peut aller de 4 sources et genres différents à 20, soit 5 fois plus. Quant au temps consacré, il varie bien plus encore, la personne y consacrant le plus de temps se chiffrant à dix, voire onze fois celle qui y consacre le moins.

Parmi les facteurs personnels ou sociaux étudiés, on peut constater que l'âge croissant, on voit la pratique culturelle régresser, sauf pour la lecture. La distance du domicile à un

grand centre urbain (mieux desservi en sources de culturelles diverses) intervient, mais, alors que certains savent utiliser leur temps de transport pour lire, d'autres le perdent totalement. Concernant ensuite l'intérêt pour la pédagogie, on s'aperçoit que celui-ci décroît avec l'ancienneté dans la profession : plus on enseigne, moins on étudie la pédagogie !

Enfin, en ce qui concerne l'image qu'ont les personnes d'elles-mêmes sur leurs propres pratiques culturelles, le résultat est intéressant, et il est probablement valable au-delà de la petite population étudiée : *« on observe que, au total, la classe des stagiaires qui utilisent le moins de sources s'est surestimée (d'un indice de +7), tandis que la classe de ceux qui ont le plus de sources s'est sous-estimée (de -8). La classe médiane étant, en moyenne, proche d'une appréciation correcte de sa place (avec un résultat de +2) ».*

On a posé le même genre de questions au sujet du temps consacré à la culture (lecture et autres) et de la manière dont chacun pense se situer personnellement par rapport à la moyenne. *« Les résultats sont analogues : ce sont ceux qui consacrent le moins de temps qui se trompent le plus en croyant se situer dans la moyenne, voire dans la classe supérieure ; tandis que ceux qui consacrent le plus de temps se sous-estiment et pensent n'être que dans la moyenne. »*

On pouvait donc conclure : *« La perception qu'ont les stagiaires de leur situation du point de vue culturel est franchement déformée. Et elle tend à creuser les écarts plutôt que de les restreindre. En effet le groupe « sous cultivé » se surestime beaucoup. Le groupe qui se cultive le plus se sous-estime, et comme c'est celui qui fournit le plus d'efforts en temps et en diversité, on peut penser qu'il manifeste ainsi un désir ou un besoin de maintenir ou de développer cet effort. Cela n'est pas étonnant dans la mesure où l'on sait que la culture appelle la culture ». « On peut penser qu'entre celui, ou celle, qui consacre un temps 30 à se cultiver et celui ou celle qui consacre un temps de 330, il n'y a pas vraiment dix fois plus de volonté. Il est probable qu'il suffise en réalité d'un peu plus de volonté, et que le reste est dû à la logique interne à la culture, qui appelle la culture. »*

La culture en recherche d'argent

Combien l'État met-il d'argent pour la culture, et à quoi cet argent sert-il véritablement ? Eh bien, pour parvenir à le savoir, il y a du pain sur la planche. Non seulement il y a des parts importantes du budget dont l'attribution en tant que culture est très discutable, mais l'État ajoute au budget de la culture des parts dans de nombreux autres ministères, qu'il juge et considère comme relevant de la culture. De plus, la présentation comptable du budget est souvent modifiée ; enfin, les titres des lignes budgétaires sont souvent peu explicites.

Le budget du ministère de la Culture a presque doublé en 1982, avec Mitterrand et Jack Lang ; il est alors passé de 0,47% du budget général de l'État à 0,76%. Il atteindra dix ans plus tard, en 1993, le chiffre symbolique de 1%, parce qu'on lui a rattaché la Délégation générale à la langue française. Il baisse ensuite et retrouve une dernière fois le niveau de 1% en 1996, avec cette fois le rattachement de la Direction de l'architecture (auparavant sous la tutelle du ministère de l'Équipement). Il est en 2014 à 0,86% du budget général, avec 2,89 milliards sur un total de 300 milliards.

Mais, encore une fois, d'autres ministères sont considérés contribuer à l'intervention de l'État dans le domaine de la culture. En 2009, leur montant était même supérieur à celui du budget du ministère. Les plus concernés sont les Affaires étrangères, mais il y a aussi l'Economie, la Santé, la Justice, l'Enseignement supérieur et même la Défense et l'Intérieur. Au total, en additionnant ce bouggi bouлга, on arriverait à un peu plus de 2% du budget global du pays, chiffre auquel il faudrait encore ajouter les actions des collectivités territoriales. Bref, la culture, en France, est partout... ou nulle part ! Le Monde a pu ainsi titrer (4 janvier 2014) « *L'État dépense plus de 13 milliards pour la culture* ».

Où va donc cet argent. La somme la plus importante, et de loin, c'est la contribution à l'audiovisuel public, anciennement appelée redevance, qui finance la télévision publique. Son montant pour 2015 est chiffré à 3,78 milliards d'euros. Sur cette somme, les deux tiers (66%) vont à France Télévisions, 16% à Radio France, 7% à Arte, 6,5% à France médias monde, 2% à TV5 monde et 2,4% à l'INA (Institut national de l'audiovisuel).

Il faut également compter, pour le même secteur des médias, 357 millions d'aides au CNC (Centre national du cinéma et de l'image animée), 446 millions d'exonérations de redevances, 400 millions de compensation pour la suppression de la publicité et 462 millions de contribution à la diversité. Et on trouve encore ailleurs 476 millions pour le cinéma. Les termes sont plus ou moins clairs, mais le total, lui, est clairement de 5,341 milliards d'euros (en 2012) pour la télé et le cinéma. C'est toute une industrie qui est aidée, mais bien difficile de dire la part, là-dedans, qui mérite le mot de « culture ».

Après la télé et le cinéma, les autres parts du gâteau, sont, par ordre d'importance, le patrimoine, avec 1,1 milliard, la presse 844 millions, le spectacle et les concerts (830 millions) (chiffres 2012, Le Monde 4 janvier 2014). À noter que le patrimoine, le premier de ces postes, c'est aussi une forme d'aide de l'État à l'entretien de propriétés souvent privées, dès lors qu'elles sont classées monuments historiques. Ces monuments ne sont pas forcément ouverts au public. C'est aussi de l'argent qui va permettre à Versailles, le Louvre (le musée le plus visité au monde) ou Orsay, de devenir des usines à touristes de très fort rendement, ouvrant désormais 7 jours sur 7.

L'action du ministère dont on entend le plus souvent parler, ce sont les subventions. L'État octroie chaque année une subvention, différente selon chaque cas, à telle ou telle association, troupe, etc., qui doit la justifier sur dossier. Mais on peut réfléchir sur cette pratique. Quand l'État décide de subventionner telle troupe ou telle association pour qu'elle puisse financer ses activités, il faut bien voir que cela a des implications. La troupe ou l'association en question se met à ce moment-là sous la dépendance directe et souvent complète de l'État. Il suffit en effet que celui-ci décide de retirer, même une part de cette subvention, pour que son fonctionnement normal, voire dans certains cas, le fonctionnement tout court s'arrête. L'association fait le choix de se mettre à ne savoir vivre qu'avec l'argent de l'État. Et bien entendu, ce qu'elle fait, sa manière de le faire, ce que dit plus ou moins implicitement son programme, tout artistique soit-il, sera examiné par l'État. C'est ainsi que depuis la crise de 2008, de nombreuses troupes ou associations ont reçu de vrais coups de tranchant, avec une explication toujours « économique ».

A partir du moment où la gauche, dans les années 1930, a opté pour l'intervention de l'État, et qu'elle compte donc sur lui, pour améliorer la démocratisation de la culture, c'est désormais en termes de budget qu'est posé le problème.

Un doublement du budget avait donc eu lieu avec l'arrivée de la gauche au gouvernement, en 1981. Un décret de la main de Jack Lang avait alors annoncé ce beau discours : « *Le ministère chargé de la Culture a pour mission : de permettre à tous les Français de cultiver leur capacité d'inventer et de créer, d'exprimer librement leurs talents et de recevoir la formation artistique de leur choix ; de préserver le patrimoine culturel national, régional ou des divers groupes sociaux pour le profit commun de la collectivité tout entière ; de favoriser la création des œuvres de l'art et de l'esprit et de leur donner la plus vaste audience ; de contribuer au rayonnement de la culture et de l'art français dans le libre dialogue des cultures du monde* » (décret du 10 mai 1982).

Pourtant, on l'a vu, ce doublement du budget du ministère de la Culture, en 1982, n'a rien changé non plus, pas plus que les inventions festives de Jack Lang. Celles-ci ne sont d'ailleurs en rien des inventions. Au Moyen Âge, les fêtes étaient bien plus nombreuses que de nos jours. La rue était le lieu de tous les spectacles, et l'État, qui n'y était pour rien, ne pouvait ni les contrôler ni les empêcher. Au lieu de quoi, la Fête de la musique est cadrée pour ne gêner aucun patron, pas plus que les Journées du patrimoine et autres festivités du même goût, pâles copies menées d'en haut, en puisant dans un passé populaire, dont on n'enseigne d'ailleurs pas l'existence, alors qu'il fait partie... de la culture.

Certains musées sont gratuits, au moins à certains horaires. Mais cela non plus n'a pas ouvert le public qui y va aux catégories populaires. Et à l'inverse, celles-ci peuvent mettre des sommes d'argent non négligeables pour aller, en famille, dans des parcs de loisirs (Disneyland, etc.) ou assister à des spectacles se disant historiques (Puy du Fou, etc.), de l'argent qu'ils ne mettront pas dans un musée, même plus proche d'accès.

Bourdieu, dans sa réflexion sur le monde universitaire, en était arrivé à la conclusion qu'il fallait se défier de voir dans l'argent une solution aux inégalités en matière de culture. Ayant largement étudié et mis le doigt sur les mécanismes par lesquelles l'étudiant d'origine modeste, fils de petit-bourgeois ou d'ouvrier, est placé en situation d'infériorité par rapport à ceux des milieux bourgeois, au point que cela se reflète directement sur l'acquisition des diplômes, il soutient l'idée que la solution à un tel problème n'est sûrement pas une solution d'argent, telle que l'attribution de bourses. Cela ne changerait rien. Pire, cela masquerait un peu plus l'inégalité du système, en créant une fausse égalité d'accès :

« Les mécanismes qui assurent l'élimination des enfants des classes inférieures et moyennes agiraient presque aussi efficacement (mais plus discrètement) dans le cas où une politique systématique de bourses ou d'allocations d'études rendrait formellement égaux devant l'École les sujets de toutes les classes sociales ; on pourrait alors, avec plus de justification que jamais, imputer à l'inégalité des dons ou à l'aspiration inégale à la culture la représentation inégale des différentes couches sociales. Bref, l'efficacité des facteurs sociaux d'inégalité est telle que l'égalisation des moyens économiques pourrait être réalisée sans que le système universitaire cesse pour autant de consacrer les inégalités par la transformation du privilège social en don ou en mérite individuel. Mieux, l'égalité formelle des chances étant réalisée, l'École pourrait mettre toutes les apparences de la légitimité au service de la légitimation des privilèges. » (Les héritiers)

La culture rongée par l'argent

L'argent n'est donc pas une solution pour ce qui est de démocratiser la culture. Mais l'argent est un problème pour la culture elle-même.

Si l'on prend le cas des musées et que l'on regarde leur évolution actuelle, on peut dire que l'on va à grande vitesse vers un système double. D'un côté, quelques très grands musées disposant de moyens financiers énormes, de l'aide substantielle de l'État, qui parviennent à créer des événements avec un retentissement et un prestige de portée internationale, et des spectateurs par millions. Et de l'autre, une multitude de petits musées, à qui on demande de tenir le coup financièrement comme toute entreprise, et pour lesquelles les baisses des dotations des collectivités locales signifient très vite qu'on n'a plus les moyens d'assurer correctement la conservation ou l'inventaire des collections. Selon *Le Monde* (12 mai 2015), « 128 musées de France ont fermé ces dernières années ». Le Musée d'histoire naturelle de la ville de Chambéry accueille autour de 5000 visiteurs par an, surtout les enfants des écoles de la région, qui viennent voir sa collection impressionnante d'insectes et de minéraux. Mais il lui manque 50 000 euros, et il va devoir fermer. C'est l'un des résultats de la crise des emprunts toxiques – subprimes - réalisés par la municipalité.

La fréquentation globale des musées en France a fortement augmenté, de 45 millions de visiteurs en 2005 à près de 64 millions en 2013. Sauf que ce « progrès », comme toute évolution sous le système capitaliste, se produit avec une aggravation des écarts et des inégalités. Le Louvre a vu son public doubler et atteint à lui seul les 10 millions de visiteurs par an. Et comme l'argent va à l'argent, il bénéficie de plus de 100 millions d'euros de subventions. Celle-ci est passée de 43 millions d'euros à 115 millions en à peine dix ans. L'État finance de la même manière à 65% le Centre national d'art et de culture Georges Pompidou. Mais les bons exemples, dans le système en place, c'est le Musée d'Orsay, qui se finance seul à 98%, et mieux encore le Château, le Musée et le Domaine de Versailles, qui s'autofinance à hauteur de 132%, c'est-à-dire que c'est devenu une entreprise qui rapporte des bénéfices.

Et pour cela, les dirigeants et les responsables de ces institutions se transforment eux aussi en gestionnaires de capitaux, en organisateurs d'événements grandioses, en publicitaires faisant parler de leur musée. L'exposition de 2009 au Grand Palais, à Paris, « *Picasso et ses maîtres* », a nécessité un investissement de l'ordre de 5 millions d'euros. La valeur totale des tableaux était estimée à un milliard d'euros. Avec 780 000 visiteurs, elle a finalement rapporté un bénéfice net de un million d'euros.

Pour atteindre ce genre de sommes, les musées se transforment carrément en entreprises, cherchant des moyens de faire de l'argent, et utilisant leurs propres œuvres dans cet objectif. Ainsi le Musée d'Orsay, pour financer sa rénovation, achevée en 2011, a prêté un peu partout des tableaux importants de Gauguin, Van Gogh, Manet, contre argent. Il en a tiré un bénéfice de 10 millions d'euros. Grâce à quoi, les travaux et la rénovation vont permettre au Musée d'accroître encore son public... Rares sont ceux qui protestent. Mais ils existent, comme Jean-Michel Tobelem, directeur de l'institut Option Culture, qui dénonce cette utilisation du patrimoine des musées comme des marchandises : « *D'après le code de déontologie des musées, dit-il, seul un propos scientifique peut justifier la mise en circulation des œuvres* ».

Avec la crise, on l'a dit, bien des raisons soi-disant économiques ont été avancées pour rogner un peu partout, dans la culture comme ailleurs. Du coup, pour tenter de se protéger, le Ministère a inventé une stratégie très particulière. Il a essayé de démontrer que la culture

rapporte de l'argent, crée de l'emploi et s'est mis à vouloir utiliser des chiffres. En est donc sorti, fin 2013, un soi-disant « *PIB culturel* », qui se chiffrerait à 57,8 milliards d'euros, autant que la filière agricole française.

Mais ce genre de pratique n'a heureusement pas plu à tout le monde. Ainsi, le dirigeant de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, Pascal Rogard, a refusé de participer à cette « étude » : « *S'efforcer de montrer son poids économique est en contradiction avec l'idée d'exception culturelle. Parler d'industrie culturelle, dit-il, c'est se banaliser et entrer dans le jeu de Bruxelles.* » (Le Monde 4 janvier 2014)

Autre phénomène lié à la pénétration de plus en plus profonde de la culture par l'argent et ses lois : la mondialisation, qui tend à uniformiser certaines des œuvres produites. De Bâle à Miami ou à Los Angeles, les grands événements de l'art contemporain montrent les mêmes styles, pour satisfaire les mêmes goûts. « *L'art et son commerce sont entrés à leur tour dans le régime du capitalisme mondialisé* », écrit Philippe Dagen, du service Culture du journal Le Monde. « *L'émergence de puissances économiques suscite l'installation sur place de succursales des "majors" du marché de l'art, comme celle des boutiques de grands couturiers et d'automobiles de luxe. D'une foire à l'autre se diffusent des produits artistiques, les mêmes partout, à quelques adaptations culturelles près. (...) La mondialisation de l'art, c'est le développement de ces réseaux, qui, par logique de rentabilité, sont appelés à grossir, à être de moins en moins nombreux et à exercer un empire de plus en plus large, proportionnel à l'éclat de leur nom.* » Et de conclure, à propos de ces artistes contemporains : « *Leurs noms – Koons, Hirst, sont eux aussi devenus des marques, et eux-mêmes des chefs d'entreprise (...) D'aucuns, optimistes, avaient cru que la mondialisation de l'art permettrait l'apparition d'inconnus et un accroissement de la diversité. Pour l'heure, c'est l'inverse : une uniformisation* ». (18/19 mai 2014)

Évidemment, toutes ces observations et ces critiques quant à l'influence de l'argent sur la culture ne sont pas pour nous étonner. Mais qu'on ne s'y trompe pas. Notre dénonciation de cette dévalorisation de la culture par l'argent ne signifie pas une nostalgie de notre part pour une culture passée qui aurait eu plus de valeur. Pour nous, la culture de chaque époque en est simplement un reflet. Par contre, pour une certaine bourgeoisie, oui, il y a là perte de valeur. Un Finkielkraut s'en fait régulièrement le dénonciateur. Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot ont décrit le rôle de la culture, disons classique, indispensable pour le monde bourgeois. « *Les inégalités sociales ne se construisent pas seulement par la richesse matérielle, mais aussi par ces symboles de l'excellence que fournissent la culture et le marché qui lui est consacré. L'art légitime les pouvoirs et les richesses, et fait reconnaître cette légitimité par ceux qui en sont démunis. Cette reconnaissance passe par celle de l'État qui, grâce au lobbying de Laurent Fabius, lors de la création de l'impôt sur la fortune en 1982, n'a pas intégré les œuvres d'art dans son assiette* ».

La société bourgeoise accapare la culture entre ses mains, puis se sert de cette appropriation de fait, pour légitimer son pouvoir global. Les Pinçon-Charlot rappellent cet écrit de Dostoïevski dans l'Idiot : « *ce qu'il y a de plus vil et de plus odieux dans l'argent, c'est qu'il confère même des talents* », et ils l'actualisent en précisant : « *comme celui de collectionner des œuvres dignes des musées nationaux.* » On voit aujourd'hui ce phénomène régulièrement à l'œuvre à grande échelle. Le capital accumulé par un François Pinault (ancien président du groupe Pinault-Printemps-Redoute) ou celui approprié par Bernard Arnault (propriétaire du groupe de luxe LVMH) leur ont permis d'édifier chacun un véritable musée privé d'importance internationale, le premier à Venise en 2006, le second près de Paris en

2014. Ces gens usent et abusent du fric tiré d'une exploitation ou d'une autre, pour le recycler au vu et au su de tous, selon les valeurs en vogue, en soi-disant promotion de la culture, donnant ainsi une coloration brillante et d'avant garde à leurs juteuses activités.

Ce rôle symbolique que joue la culture entre les mains de la classe riche est décrit par les enquêteurs que sont les Pinçon-Charlot : « *Ces investissements, dont on ne peut nier qu'ils peuvent satisfaire l'intérêt général en certains cas, ont un effet idéologique et politique très en faveur des intérêts privés de la classe dominante. En légitimant la richesse, ces libéralités œuvrent au maintien des privilèges ainsi magnifiés. Rendant d'autant plus difficiles les luttes sociales. Déjà censitaire de fait dans les processus électoraux, le néo-capitalisme dans lequel nous vivons construit un monde d'accès censitaire à la culture, par le marché de l'art, mais aussi par des interventions continues en ces domaines. Le mécénat eut toujours ces fonctions, qui prennent aujourd'hui une ampleur de la taille des fortunes accumulées.* »

« *Ce n'est donc pas un hasard, expliquent les Pinçon-Charlot, si les œuvres d'art ne sont toujours pas comprises dans l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune (...). Les taxer, ce serait rapporter le patrimoine artistique au prosaïsme de la valeur marchande. Ce qui serait désenchanté pour un bien sans prix qui, si l'on doit lui en donner un, risque de perdre sa vertu magique de pouvoir contribuer à légitimer la richesse économique, même la plus spéculative.* » (La violence des riches, La Découverte 2013)

C'est vrai, une part de la critique actuelle contre l'art contemporain, y compris peut-être celle que nous citons plus loin, tient probablement aussi à ce risque de désacralisation de ce qui se veut la culture. En supprimant le prestige de l'œuvre d'art, certaines tendances artistiques compromettent son utilisation primordiale en tant que symbole justifiant sa place sociale pour la classe dominante.

*

En tout cas, dans la culture comme ailleurs, l'argent va à l'argent, créant le même genre d'inégalités, dévalorisant comme partout les choses pour ne leur substituer qu'une valeur monétaire. Un domaine est devenu un reflet à part entière de cet argent, de la montée de la finance et de l'envolée de la spéculation, c'est l'art contemporain. Le marché de l'art contemporain a été multiplié par quinze en dix ans. La super star mondiale, l'artiste le plus cher, est Jeff Koons. Pour vendre ses premières œuvres, cet Américain avait un moment été trader à Wall Street. Ses œuvres sont à l'image d'un monde idéalisé que pourrait rêver la classe moyenne américaine. Des œuvres justes jolies à regarder, non pas qu'elles aient une beauté, mais parce que leur matière brille, qu'elles sont très grandes, et qu'elles rappellent un animal ou un objet familier. Un simple cœur de ce style, c'est 21 millions de dollars, un bouquet de 5 tulipes à l'apparence d'un papier brillant géant, 34 millions de dollars, un chien fait d'une dizaine d'objets en forme de ballons gonflés, 58 millions de dollars.

Pour Jean Clair, ex-directeur du Musée Picasso, ce marché de l'art « *est aujourd'hui un mécanisme de haute spéculation financière entre deux ou trois galeries, une maison de ventes et un petit public de nouveaux riches* ». Il dit son dégoût de cette évolution : « *du culte à la culture, de la culture au culturel, du culturel au culte de l'argent, c'est tout naturellement qu'on est tombé au niveau des latrines* » Et il cite, effectivement « *Marc Quinn et son buste fait de son propre sang congelé, Orlan et sa chirurgie faciale, Gober et ses sculptures en cire et en poil humain, Damien Hirst et ses animaux disséqués dans du formol, Gasiorowski usant de ses propres fèces pour confectionner son jus d'atelier, Sarrano et son Piss Christ et, avec*

eux, envahissant, ce compagnon accoutumé de l'excrément, son double sans odeur : l'or, la spéculation, les foires de l'art, les entrepôts discrets façon Schaulager à Bâle, ou les musées anciens changés en des showrooms clinquants, les ventes aux enchères, enfin, pour achever le circuit, faramineuses, obscènes... » (Le Monde 3/4 octobre 2010).

En conclusion, nous dirons qu'en matière de culture, l'argent est plus un problème qu'une solution. Pierre Bourdieu avait lancé en 2000, cet avertissement : « *Si je dis que la culture est aujourd'hui en danger, qu'elle est menacée par l'empire de l'argent, et du commerce, et de l'esprit mercantile aux multiples visages, Audimat, enquêtes de marketing, attente des annonceurs, on dira que j'exagère. (...) Si je dis que les éditeurs, les producteurs de films, les critiques, les diffuseurs, les responsables de chaînes de radio et de télévision, qui se plient avec empressement à la loi de la circulation commerciale, celle de la chasse aux best-sellers ou aux vedettes médiatiques, et de la production et de la glorification des succès à court terme et à tout prix, mais aussi celle des échanges circulaires de concessions et de complaisances mondaines, si je dis que tous ceux-là collaborent avec les forces imbéciles du marché et participent à leur triomphe, on dira que j'exagère. Et pourtant...* » (Télérama n° 2647, 7 octobre 2000)

L'exception culturelle française

On fait beaucoup de gorges chaudes, en France, sur l'« *exception culturelle française* ». En fait, il ne s'agit ni d'une législation particulière, et encore moins d'une institution spéciale au pays. C'est simplement une expression, un peu fourre-tout, pour faire allusion à une série de pratiques qui seraient spécifiques à la France, pour souligner le caractère prétendument particulier du traitement de la culture par l'État français, depuis Malraux et la mise en place d'un ministère de la Culture.

La première des ces pratiques a été, dans le domaine du théâtre, la mise en place d'un système de reversement interne, en vue d'aider la création de nouvelles œuvres. Dans les années 1980, ce système a été étendu au cinéma et à la télévision. Dans ces trois branches, cinéma, théâtre et télévision, l'idée est la même. Par exemple, le Centre national de la cinématographie prélève sur chaque billet de cinéma un pourcentage, et cet argent est ensuite aiguillé pour aider à la création de films français. Ainsi, les plus gros succès rapportent une plus grosse somme, qui est ensuite reversée. Dans le cas de la télévision, dont le développement avait provoqué une crise pour le cinéma, ce secteur de la télévision apporte un financement à la production des œuvres cinématographiques.

De même, l'État reverse des taxes à l'industrie du cinéma ; il applique un taux de TVA réduit pour le livre, le cinéma et le spectacle vivant. Dans le cas du livre, il impose un prix unique, dans le but déclaré de préserver la production et les petites librairies. Il oblige les radios à diffuser 40% d'œuvres francophones, dont la moitié doit provenir de productions nouvelles.

Le régime des intermittents du spectacle permet de vivre un peu moins mal pour une partie de ceux qui interviennent dans la fabrication des spectacles. Le nombre d'intermittents est passé de 50 000 environ en 1989 à 255 000 en 2013. Il s'agit d'un régime créé en 1936, d'abord pour l'industrie du cinéma, qui emploie un grand nombre de techniciens ou de cadres sans pouvoir leur assurer un emploi permanent. Entre deux emplois, l'intermittent est indemnisé par l'assurance chômage. Pour un technicien, il faut avoir 507 heures de travail sur

10 mois (10 mois et demi pour les artistes), au lieu de 610 heures en 28 mois pour les salariés du régime général. L'indemnisation dure alors 8 mois pour les intermittents. C'est ce régime qu'en 2014 le Medef a demandé de supprimer, au nom de l'équité de tous les salariés. Tous les salariés du secteur ne sont pas intermittents. 127 000 sont affiliés au régime général, et sont donc en CDI ou en CDD.

Que penser de cette idée d' « exception » culturelle ? Si la culture est un produit qui ne doit pas subir les lois du marché, c'est qu'elles sont effectivement féroces, qu'elles donnent le pouvoir au plus fort, voire au plus violent, et pas forcément au plus respectueux, ni des travailleurs qui produisent ni de ceux qui devraient pouvoir profiter de ce qu'ils ont produit. Très bien, mais alors, pourquoi réserver à la seule culture ce souci ? Prenons l'eau, prenons l'alimentation, ou le logement, ou le chauffage, ou les moyens de transports... ? Pourquoi pas d'exception, de protection, là aussi ? Il n'y aurait guère que l'industrie du luxe qui mériterait d'être traitée comme une vile marchandise. Mais personne ne dit cela. Et le fait de faire cette seule et unique exception pour la culture revient, finalement, à justifier que les besoins les plus importants pour l'être humain soient soumis à la loi de la jungle économique, celle du plus riche.

En fait, derrière cette « *exception culturelle française* », diverses industries du spectacle, ou des médias, ont trouvé un argument et un filon, pour obtenir que l'État les aide par un certain nombre de mesures protectionnistes, qui vont à l'encontre de la doctrine officielle en cours, la liberté du marché. Avec l'argument de dire que la culture ne peut et ne doit pas être une marchandise comme une autre, les producteurs et industriels français ont établi une série de barrières douanières déguisées, contre la concurrence, en particulier américaine, des produits culturels des autres pays. Cette idée n'est d'ailleurs pas originale, ni spécifique à la France. Ainsi, l'ancien ministre de la culture grec considère qu'il en existe différentes versions au sein de l'Union européenne, et que toutes ces versions sont de toute manière des mesures protectionnistes. Bref, rien de bien « exceptionnel » dans cette affaire.

Certains critiques de cette politique considèrent qu'elle apporte de nombreux défauts. Selon l'économiste de la culture Française Benhamou, une standardisation des arts de la scène s'en est suivie, car il faut répondre aux critères du ministère. Des intellectuels, également, s'opposent à ce qui est une intervention de l'État dans ce domaine de la culture. L'écrivain péruvien Mario Vargas Llosa, prix Nobel de littérature, qui, il est vrai, a évolué de positions quasi révolutionnaires vers d'autres plus modérées, a écrit en 1993 : « *La chose la plus importante que j'ai apprise est que les cultures n'ont pas besoin d'être protégées par les bureaucrates et les forces de police, ou placées derrière des barreaux, ou isolées du reste du monde par des barrières douanières pour survivre et rester vigoureuses. Elles doivent vivre à l'air libre, être exposées aux comparaisons constantes avec d'autres cultures qui les renouvellent et les enrichissent, leur permettant de se développer et de s'adapter au flot constant de la vie. La menace qui pèse sur Flaubert et Debussy ne vient pas des dinosaures de Jurassic Park mais de la bande de petits démagogues et chauvinistes qui parlent de la culture française comme s'il s'agissait d'une momie qui ne peut être retirée de sa chambre parce que l'exposition à l'air frais la ferait se désintégrer.* »

On ne peut qu'être d'accord avec Vargas Llosa pour ce qu'il dit de la nécessité de liberté totale pour la culture, et pour cette autre idée selon laquelle une culture évoluera aussi par sa possibilité de rencontre avec les autres. Mais il n'en reste pas moins vrai que le monde capitaliste n'est pas un monde libre. Y règne bel et bien la loi du marché, la loi du plus fort

économiquement. Ne pas mettre de protections et de barrières économiques ne suffit pas pour obtenir la liberté souhaitable.

La culture et l'État

La période où une partie de la gauche au moins se disait contre la main mise de l'État sur la culture est aujourd'hui oubliée. Or, les choses étaient sans doute plus claires pour la population avec une telle position. En effet, on indiquait alors clairement la division qui règne dans la société quant à l'accès à la culture, et son origine de classe. Au lieu de quoi, de nos jours, que tel ou tel n'aille pas à l'opéra, au concert ou au musée, semble être un problème d'ordre individuel. Et il n'y a pas de solution collective à chercher à un problème individuel.

À partir du moment où la gauche a adopté l'idée de la nécessité et de la légitimité d'une intervention de l'État, - un État d'une société profondément inégale -, dans le domaine de la culture, il n'y avait plus de distinction bien claire entre droite et gauche sur ce sujet. Lorsque Malraux a lancé ses actions en 1959, il n'y a pas eu d'opposition de la part du Parti communiste français. Et lorsque Jack Lang a pris les commandes en 1981, la droite, cette fois, a fermé les yeux, se disant qu'il était temps d'accepter un peu d'action culturelle en direction du peuple.

Entre la droite et la gauche au gouvernement, il n'y a plus de distinction que sur les proportions des diverses actions à mener. La droite soutient un peu plus le patrimoine, la gauche dit vouloir favoriser la création. La droite est pour le mécénat, la possibilité pour des entreprises privées d'apporter pour l'afficher une aide à la culture, mais la gauche ne fait rien contre. Ce sont surtout les mots qui changent, comme lorsque Ségolène Royal, candidate à la présidentielle en 2007, a présenté sa « *démocratie participative* » comme solution pour démocratiser la culture.

Le ministère de la Culture lui-même, suivant en cela la logique bureaucratique de tout l'État bourgeois, a vu son administration interne devenir de plus en plus envahissante : alors que celle-ci absorbait 3% de l'argent de la culture en 1960, ce fonctionnement interne en absorbe 25% en 1999 (Le Monde, 2 décembre 2008)

Il est devenu habituel, en France, que les principaux candidats à la présidentielle présentent auprès d'eux un certain nombre d'artistes, ce qui leur permet d'étaler un vernis pseudo culturel à leur affichage. En 2007, Johnny Hallyday, Christian Clavier, Faudel, entouraient Nicolas Sarkozy ; tandis que Patrice Chereau, Philippe Torreton ou Jamel Debbouze se disaient pour Ségolène Royal.

En 2015, après des succès électoraux répétés, le Front National a décidé de s'intéresser lui aussi à la culture. Il a mis en place un « *Collectif culture, création et liberté* » qui doit travailler à mettre au point son programme et recruter des têtes d'affiches connues, telle Brigitte Bardot. Alain Delon serait un bon candidat, mais il est jugé trop proche de Jean-Marie Le Pen. Il s'agit, dit-on au FN, de « *réaffirmer la culture française classique et traditionnelle* » : de donner les subventions en priorité aux artistes français, de changer le système des intermittents du spectacle, de créer un ordre professionnel des journalistes. Le FN affiche donc un maintien dans la tradition d'une culture distillée d'en haut par l'État, en se proposant d'y faire un tri, pour ne conserver que ce qui est de son goût. Mais que ferait-on des œuvres jugées trop peu tricolores ?

Malraux, on l'a dit, avait eu les ailes coupées, faute de moyens étatiques. Mais d'autres pourraient proposer de procéder autrement. Au lieu de devoir construire des maisons flambant neuves, qui coûtent à l'État, mais qu'il peut ainsi contrôler, on peut envisager, à l'inverse, de nous adresser à la population en lui disant ceci : *« Vous n'avez pas d'accès à la culture, pas d'endroit où de jeunes artistes puissent exposer leurs œuvres, et où vous pouvez, sans débours, aller les voir, les rencontrer. Eh bien, dans chaque quartier, dans chaque village, on peut trouver un lieu pour cela. S'il le faut, réquisitionnez-le, aménagez-le : mettez-y tout ce que vous voudrez, livres, disques, affiches, organisez-vous avec des volontaires ; il en faut pour donner envie de lire tel ou tel livre, pour donner des conseils de lecture, parler et proposer des œuvres musicales, des vidéos sur la peinture, etc. »*

Les petits bourgeois, qui lisent pourtant régulièrement, ont bien besoin, eux, de ces avis. Les libraires leur en donnent, leur font des fiches de lecture, qu'ils placent dans leur boutique. Les bibliothécaires le font aussi. Tous ceux qui veulent se dévouer à l'accès de tous à la culture, sont les bienvenus, et auront à faire, à mettre au point des manières de faire, de chercher des aides et des soutiens. Chacun peut apporter sa contribution. Celui qui sait organiser, peut organiser, des visites par exemple ; celui qui sait s'exprimer peut travailler sur un sujet et préparer des textes de présentation des œuvres, et ainsi de suite. Il ne faut pas que la culture reste enfermée entre les mains des seuls spécialistes.

Les spécialistes existent, et c'est tant mieux. Mais leurs textes sont illisibles, actuellement, pour le grand public. Si parmi eux, il s'en trouve qui veulent et aiment faire de la vulgarisation, dans le bon sens du terme, c'est-à-dire rendre accessibles des choses sinon difficiles d'accès actuellement, qu'ils le fassent. Sinon, d'autres, partout, peuvent venir à la rescousse, s'approprier les travaux des spécialistes et les rendre accessibles, chacun à sa manière.

Dans le monde des artistes et de la culture, il existe un certain nombre de gens qui pressentent le caractère néfaste de la main mise de l'État. Ainsi, cet exemple, mentionné dans Alternatives économiques n° 268 d'avril 2008 : l'entreprise de Gérard Gallego de *« théâtre social »* a fait le choix de se passer totalement de l'argent de l'État. Selon le périodique, *« depuis quinze ans, il monte des projets de théâtre associant professionnels et publics en difficultés : RMistes, détenus, jeunes en centre d'éducation renforcée, handicapés... À la clé de cette expérience, vingt-huit spectacles montés et des dizaines de formations, en partenariat avec des associations, des collectivités territoriales et l'Union européenne... mais "sans l'aide du ministère de la Culture !" »*. Pour cet homme de théâtre : *« la culture au sens large et plus particulièrement l'accès aux activités artistiques peut être un levier personnel fort qui aide des personnes en difficulté au retour dans la société »*.

Et puis, il y a une question de fond à se poser. Nous connaissons la nature de l'État, il est l'organe des classes dominantes, qui leur permet de reproduire en permanence leur domination en gardant une cohésion à la société dont elles tirent profit et assurance de son maintien. Que peut faire cet État en matière culturelle ? Rendre la culture, l'art, accessibles ? Oui, sans doute en a-t-il les moyens, en termes de finance, en hommes et en moyens d'organisation. Sauf que c'est alors dans la manière même dont il procède que les choses peuvent se retourner. Et de possibilité de véritable démocratisation, donc d'émancipation, elles deviennent une nouvelle forme de sujétion, de maintien dans une situation sans changement.

Une question doit être posée, sur ce qu'on entend exactement par « démocratisation » de la culture : quel sens exact veut-on donner à ce mot ? S'agit-il que la population regarde, admire, et, en admirant les œuvres, admire l'image que donne la classe qui les présente ainsi ? Ou s'agit-il d'autre chose, d'une attitude qui au contraire libère, grandit les individus ? Lorsque la télévision nous rend compte, par exemple, des journées du patrimoine, c'est bien le premier son de cloche que l'on entend.

Un artiste a trouvé des mots pour dire ce problème. Peintre et sculpteur, Jean Dubuffet (1901-1985), a écrit en 1968 : « *Les intellectuels se recrutent dans les rangs de la classe dominante ou de ceux qui aspirent à s'y insérer. L'intellectuel, l'artiste, prend en effet titre qui lui donne pairie (note : le statut de pair) avec les membres de la caste dominante. Molière dîne avec le roi. L'artiste est invité chez les duchesses, comme l'abbé. Je me demande dans quelle désastreuse proportion s'abaisserait aussitôt le nombre des artistes si cette prérogative se voyait supprimée. (...) La caste possédante, aidée de ses clercs (qui n'aspirent qu'à la servir et s'y intégrer, nourris de la culture élaborée par elle à sa gloire et dévotion), ne tâche pas du tout, ne nous y trompons pas, quand elle ouvre au peuple ses châteaux, ses musées et ses bibliothèques, qu'il y prenne l'idée de s'adonner à son tour à la création. Ce n'est pas des écrivains ni des artistes que la classe possédante, à la faveur de sa propagande culturelle, entend susciter, c'est des lecteurs et des admirateurs. La propagande culturelle s'applique, bien au contraire, à faire ressentir aux administrés l'abîme qui les sépare de ces prestigieux trésors dont la classe dirigeante détient les clefs, et l'inanité de toute visée à faire œuvre créative valable en dehors des chemins par elle balisés* ». (Le Monde Diplomatique, mai 2009)

Prenons un exemple : dans l'immense majorité des musées, et en particulier les plus grands, les plus visités, de même que dans les expositions, dont certaines sont maintenant carrément des événements spectaculaires d'échelle mondiale, comment les choses, comment la culture nous est-elle présentée ? S'agit-il d'éduquer les classes populaires, leur permettre de rattraper leur retard, leur donner les repères essentiels pour comprendre, à l'occasion de cette visite, où et quand et comment l'œuvre présentée se situe dans l'histoire ? Où, quand et comment le spectateur lui-même se situe dans cette histoire ? Va-t-on nous parler dans un langage compréhensible pour un novice ?

Non, le plus souvent, on s'adresse non seulement avec un langage d'initiés, avec le vocabulaire technique de la corporation en question, mais les problèmes soulevés, discutés abordés, sont incompréhensibles si l'on n'a pas déjà assimilé les problèmes de base de la peinture de l'époque, s'il s'agit de peinture, par exemple. On discute de problèmes en fait secondaires, sans jamais aborder les problèmes principaux. Cette attitude n'est pas un calcul volontaire destiné à empêcher à un éventuel ouvrier qui serait présent d'y comprendre quelque chose. Non, c'est devenu une attitude convenue de tout un milieu social, celui des intellectuels. Aborder les problèmes de base, les dire ou les redire, cela serait vu comme rabaisser le niveau, comme le signe de ce que l'on est soi-même d'un niveau en dessous.

Mais, encore une fois, si le souci de rendre l'œuvre accessible et à la portée de tous existe, si ce désir devient ou redevient présent, vivant, partagé largement, alors il se trouvera des intellectuels en état de trouver les moyens de répondre à l'ensemble de ces questions, permettant de rattraper ainsi les siècles de retard accumulés dans des fractions entières de la population. L'idée même de vouloir être un des acteurs de ce changement, essentiel, sera un enjeu tel qu'il ajoutera à la motivation de ceux qui auront à cœur d'entreprendre cette entreprise. Mais seule une autre époque politique peut permettre d'envisager cette possibilité.

On a souvent dit et écrit les énormes difficultés qu'a rencontrées la Révolution russe, et qui sont les raisons de son échec, par une dégénérescence tout d'abord, par l'effondrement de l'URSS au bout du compte. On a parlé des difficultés économiques, des destructions militaires dues à la guerre civile menée par les forces armées occidentales. On parle rarement du degré arriéré de la culture dans la population, hérité du tsarisme.

Trotsky, l'un des dirigeants de la Révolution russe, a écrit sur ce problème. On trouve les passages qui suivent dans un ouvrage intitulé *Les Questions du Mode de Vie*, texte qu'il a écrit en 1923. Le tsarisme a été renversé fin 1917, et la jeune et frêle URSS sort alors tout juste de la guerre civile et de la guerre infligée par les armées occidentales. Sur le plan économique, la catastrophe est telle qu'il a fallu, en 1921, décider ouvertement d'une marche en arrière, en instaurant la NEP (Nouvelle Economie Politique, basée sur l'idée d'un retour contrôlé vers une économie de concurrence privée). De plus, l'espoir sur lequel se fondaient les révolutionnaires bolcheviques d'une extension de la révolution à l'Europe occidentale, s'est évanoui, après une série d'échecs (Hongrie 1919, Italie 1922, Allemagne et Bulgarie 1923). C'est dans ce contexte que Trotsky nous dit ici sa pensée. Et il donne comme sous-titre à ce texte *L'époque du « militantisme culturel » et de ses tâches*.

Trotsky commence par expliquer, c'est le titre du chapitre 1, que « *L'homme ne vit pas que de "politique"* ». Ce qui a été fait, la prise du pouvoir, est ce qui était le plus facile à faire. Certes, cela a demandé de l'énergie, de la volonté, des sacrifices, etc. mais c'était le plus facile à réaliser. Cela nous a permis, explique-t-il, de mettre en place les bases d'une économie différente : avec la nationalisation des grands moyens de production, qui doivent permettre le développement d'une économie sur des bases rationnelles, sans le gâchis permanent de la concurrence ; avec le monopole du commerce extérieur par l'État, qui contrôle ainsi les rapports avec l'économie capitaliste.

Mais maintenant, nous dit Trotsky, le « *centre de gravité a tellement varié qu'il s'est déplacé vers un travail organisationnel, pacifique, "culturel"*. Je serais prêt à dire que, pour nous, le centre de gravité s'est déplacé vers le "militantisme culturel". » « *Notre ouvrier (à l'exclusion de la couche supérieure) ignore jusqu'aux habitudes culturelles les plus élémentaires (il ne connaît par exemple ni la propreté, ni l'exactitude, il ne sait ni lire ni écrire, etc.) L'ouvrier européen a peu à peu acquis ces habitudes dans le cadre du régime bourgeois : c'est pourquoi, - on le voit dans les couches supérieures -, il est si fortement attaché à ce régime, avec sa démocratie, sa liberté de presse et autres biens du même genre. Chez nous, explique Trotsky, un régime bourgeois tardif n'a presque rien donné à l'ouvrier : c'est bien pour cela qu'en Russie, le prolétariat a pu rompre et renverser plus facilement la bourgeoisie.* »

La classe ouvrière qui hérite donc de la Révolution en Russie est dans un degré d'inculture que nous avons du mal, dans l'Occident du XXI^e siècle, à imaginer. Trotsky est ainsi obligé d'écrire ce genre de choses : « *Les petites dégradations de la chaussée qui ne sont pas réparées à temps s'agrandissent et forment des nids-de-poule et des ornières qui rendent la circulation difficile, abîment les charrettes, les voitures et les camions, endommagent les pneus. Une chaussée en mauvais état entraîne des dépenses d'argent et des efforts dix fois plus importants qu'il n'en aurait fallu pour la réparer. Et c'est aussi pour des petits riens de*

ce genre que les machines, les usines, les immeubles se détériorent. Cette attention nous fait défaut, car l'éducation économique et culturelle est insuffisante. »

« Demander que l'on ne crache pas ou que l'on ne jette pas de mégots dans les escaliers ni dans les couloirs, c'est un "petit rien", une exigence minimale, et qui a cependant une signification éducative énorme. Celui qui crache sans se gêner dans un escalier ou sur un parquet est un bon à rien et un irresponsable. Ce n'est pas lui qu'il faut attendre pour remettre l'économie sur pied. » « Jeter des mégots par terre, c'est mépriser le travail d'autrui. Et celui qui ne respecte pas le travail des autres est aussi négligent avec le sien propre. »

Trotsky consacre un chapitre entier au langage (IX, Il faut lutter pour un langage châtié). *« La grossièreté du langage – la grossièreté russe en particulier – est un héritage de l'esclavage, de l'humiliation, du mépris pour la dignité humaine, celle d'autrui, et la sienne propre. Il faudrait demander aux philologues, aux linguistes, aux folkloristes si l'on trouve dans d'autres pays une grossièreté aussi débridée, aussi répugnante et aussi choquante que chez nous. Pour autant que je sache, on n'en trouve nulle part ailleurs. Dans les couches populaires, la grossièreté exprimait le désespoir, l'irritation, et avant tout une situation d'esclave sans espoir, sans issue. Mais cette même grossièreté dans les couches supérieures, dans la bouche d'un maître ou d'un intendant de domaine, était l'expression d'une supériorité de classe, d'un bon droit d'esclavagiste, inébranlable. On dit que les proverbes sont l'expression de la sagesse populaire ; c'est aussi celle de l'ignorance, des préjugés et de l'esclavage. "Un gros mot s'oublie vite", dit un ancien proverbe russe, qui ne reflète pas seulement l'esclavage, mais aussi son acceptation passive. Deux types de grossièreté – celle des barines, des fonctionnaires, de la police, une grossièreté rassasiée, à la voix grasse, et une autre, affamée, désespérée – ont coloré la vie russe de leur teinte repoussante. Et la révolution en a hérité, comme de beaucoup d'autres choses.*

« Mais la révolution, c'est avant tout l'éveil de la personnalité humaine dans des couches qui autrefois n'en avaient aucune. (...) La révolution n'est pas une révolution, si, de toutes ses forces et par tous les moyens, elle ne permet pas à la femme, doublement et triplement aliénée, de se développer personnellement et socialement. La révolution n'est une révolution si elle ne porte pas le plus grand intérêt aux enfants ; ils sont l'avenir au nom duquel elle s'effectue. Et peut-on créer – même de façon parcellaire et limitée – une vie nouvelle fondée sur le respect mutuel, sur le respect envers soi-même, sur l'égalité de la femme, sur un véritable souci des enfants, dans une atmosphère où résonne, gronde, éclate le langage grossier des maîtres et des esclaves, un langage qui n'a jamais épargné rien ni personne ? Il est aussi nécessaire pour la culture de l'esprit de lutter contre la grossièreté du langage qu'il est nécessaire pour la culture matérielle de combattre la saleté et les poux. »

Trotsky ne se contente pas de donner des exemples, et il y en a bien d'autres, sur lesquels il y a à modifier les comportements. Il cherche aussi à comprendre d'où vient la difficulté à mener cette tâche, difficulté qui commence par le fait que sont bien rares ceux qui voient et abordent le problème. Il explique que, dans ce domaine de la culture et des mœurs, *« la théorie communiste est en avance de plusieurs décennies, et dans certains domaines – de plusieurs siècles, sur notre vie quotidienne. »*

C'est qu'il y a une différence essentielle entre le mode de vie et la culture dans le monde bourgeois, d'une part, et la culture et le mode de vie révolutionnaire ou socialiste, d'autre part. La bourgeoisie, nous rappelle Trotsky, a pu, bien avant de prendre le pouvoir

politique, se développer économiquement, et aussi idéologiquement, dans l'ancienne société féodale. Sa caractéristique, ce qui en fait une classe propre, c'est le fait de posséder, d'être propriétaires, de capitaux, commerciaux et agricoles d'abord, industriels plus tard. « *Alors qu'elle se trouvait encore dans l'opposition, elle était déjà la classe possédante, et les artistes, les poètes et les journalistes étaient à son service, l'aidaient à penser et pensaient pour elle* ».

La bourgeoisie a donc pu développer sa propre culture, bien avant sa venue en tant que classe dirigeante. « *Le XVIII^e siècle français, précise Trotsky, appelé le Siècle des Lumières, fut une époque où les philosophes bourgeois analysèrent les différents aspects du mode de vie individuel et social, s'efforçant de les rationaliser, c'est-à-dire de les soumettre aux exigences de la "raison". C'est ainsi qu'ils envisageaient non seulement les problèmes du régime politique, de l'Église, mais aussi les problèmes des rapports entre les sexes, de l'éducation des enfants, etc. Il est évident que le simple fait d'avoir posé et étudié ces problèmes leur a permis d'élever le niveau culturel de l'individu, bourgeois évidemment, et avant tout intellectuel.*»

Par contre, pour le mouvement socialiste : « *C'est seulement avec la prise du pouvoir par la classe ouvrière que furent créées les conditions d'une transformation véritable, radicale, du mode de vie.* » « *Tant que la loi du marché régnait en maître, il était impossible de penser, souligne Trotsky, à une véritable rationalisation du mode de vie des masses populaires.* »

Ici, nous nous arrêtons pour faire une objection et porter un élément de réflexion. L'URSS a échoué, mais n'est-ce pas aussi en partie du fait de ce manque de culture, et en particulier de culture socialiste, au moment de sa Révolution ? Il n'est pas vrai, à l'époque actuelle, qu'il soit impossible de développer une culture auprès des populations, développant les idéaux d'une vision socialiste. Nous avons étudié, par ailleurs, comment ce travail avait par exemple été réalisé à Paris, durant les mois et les années qui avaient précédé la Commune de Paris. L'on pourrait sans doute regarder comment, de la même manière, les militants anarchistes, avaient préparé les idées avant les événements révolutionnaires de 1936 en Espagne. Sans doute ce genre de travail n'a-t-il pas été une priorité pour le parti bolchévique avant 1917.

Mais nous sommes en accord avec Trotsky lorsqu'il explique les limites de la culture bourgeoise. Celle-ci a certes été une élévation par rapport à celle du monde précédent. Le fait de vouloir fonder sur la raison, la rationalité, la vie et le mode de vie, est un progrès comparé à une vie pétrie de superstitions et fondée sur une obéissance sans réflexion aux dogmes de la religion. Mais dans cette voie de la raison, la bourgeoisie ne pouvait pas dépasser une certaine limite. C'est que « *la propriété privée, cela signifiait le marché, le jeu aveugle des forces économiques, non dirigées par la raison* ». Donc, il subsiste, avec la bourgeoisie, un domaine, l'économie, où les choses sont guidées par le hasard d'une somme de décisions individuelles et qui plus est concurrentes, qui font ce qu'on appelle le marché : rien de plus irrationnel. « *La bourgeoisie, par l'intermédiaire de ses éléments les plus progressistes, se contenta de rationaliser d'une part la technique (les sciences naturelles, la technologie, la chimie, les découvertes, la mécanisation), d'autre part la politique (grâce au parlementarisme), mais non l'économie, qui restait le lieu d'une concurrence aveugle* ».

Enfin, Trotsky souligne les différences de vitesse d'évolution entre les transformations dans le monde matériel et celles des idées chez ceux qui les vivent. Il revient sur cette idée

selon laquelle les traditions, les habitudes, dans les manières de voir et les comportements, sont bien plus lents à modifier et, du coup, ne suivent pas du tout automatiquement les transformations économiques ou matérielles. On ne peut pas compter sur un changement automatique, qui suivrait le changement dans les règles économiques. Une lutte, un combat, spécifiques, sur le plan culturel, est donc indispensable, et c'est ce que dit son titre « *l'époque du militantisme culturel et de ses tâches* ».

« *Au centre du pays, non loin de Moscou, dit-il en exemple, s'étendent d'immenses espaces marécageux, aux chemins impraticables, et tout à côté, des usines s'élèvent, qui frappent par leur niveau de technicité européenne ou américaine... On constate des contrastes analogues dans nos mœurs* ». « *Voici par exemple un communiste authentique, dévoué à sa tâche, mais pour lui, les femmes ne sont que des "babas" (note : terme rabaisant la femme au rang de bête de somme) (quel mot grossier !), dont on ne peut parler sérieusement. Ou encore, à propos de la question nationale, un communard émérite émettra soudain une bordée d'injures dignes d'un Ougioum-Bourtchéev et propres à faire fuir. Cela est dû au fait que les différents domaines de la conscience ne se transforment pas et n'évoluent pas parallèlement ni en même temps. Le psychisme est tout à fait conservateur ; dans la conscience, seuls se transforment les éléments directement soumis aux exigences de la vie. L'évolution sociale et politique des dernières décennies s'est faite à un rythme inouï, avec des sauts et des revirements sans précédent.* »

Enfin, répète encore Trotsky, s'il faut bien comprendre les implications du niveau de l'économie sur les questions de mode de vie et de culture, il ne faut pas perdre de vue qu'à son tour, le mode de vie peut influencer sur la capacité à faire évoluer l'économie. La dépendance est réciproque, conclut-il : « *Une fois encore, cette tâche est terriblement complexe ; elle ne sera pas résolue de façon scolaire ni littéraire, car les contradictions et les désordres du psychisme trouvent leurs racines les plus profondes dans la confusion et la désorganisation du mode de vie. La conscience, en fin de compte, se définit par l'être. Mais la dépendance n'est ici ni mécanique, ni automatique ; elle est réciproque. C'est pourquoi il faut aborder le problème de diverses manières (...)* »

Les intellectuels et le socialisme

Dans un texte intitulé *Les intellectuels et le socialisme*, rédigé en septembre 1910, Trotsky discutait de la question de savoir dans quelle mesure les intellectuels pouvaient ou non rejoindre l'idée socialiste. À l'époque, il répondait à l'argumentation de réformistes (comme l'autrichien Max Adler) qui pensaient qu'il suffisait de s'adresser à cette classe pour la gagner au socialisme.

Trotsky résume le point de vue d'Adler, qui constate avec raison que l'intelligentsia et les intellectuels « *restent dans le meilleur des cas à l'écart de la vie et du combat des masses laborieuses – ni chauds, ni froids.* » Or, « *le socialisme par son essence même, en tant qu'idéal social universel, signifie la libération de toute forme de travail intellectuel, de toute forme d'entrave et de limite socio-historique* ». Il en conclut que c'est là un point de départ qui devrait permettre de relier cette classe sociale au mouvement ouvrier et à son combat. « *Si on parvient à montrer à l'intelligentsia le véritable visage du socialisme, en tant que mouvement culturel mondial, les intellectuels ne pourront que reconnaître en lui le meilleur de leurs espoirs et de leurs aspirations.* »

Trotsky répond d'abord à Adler qu'il faut tout de même se poser la question de savoir « *si, en fait, les besoins purement culturels (développement de la technique, de la science, de l'art) sont réellement plus puissants, pour ce qui est de l'intelligentsia en tant que classe, que les influences de classes diffusées par la famille, l'école, l'église et l'État ou que la voix des intérêts matériels.* » Pour lui, l'intelligentsia est « *avant tout une corporation de prêtres de la culture qui, jusqu'à ce jour (donc en 1910) n'est simplement pas parvenue à saisir que la rupture socialiste avec la société bourgeoise est le meilleur moyen de servir les intérêts de ma culture* », alors que « *le collectivisme remplit le monde des échos de sa lutte depuis déjà plusieurs décennies* ».

Dans ces conditions, conclut Trotsky, « *ne devrait-on pas tirer la conclusion que les causes de cette absence fatale de compréhension doivent être très profondes et que toute tentative pour en venir à bout par des moyens littéraires et théoriques est inévitablement condamnée* ». « *Le plus gros afflux d'intellectuels dans le mouvement socialiste, - et ceci est vrai pour tous les pays d'Europe - constate Trotsky, eut lieu pendant la première période de la vie du Parti, alors qu'il était encore dans son enfance. La première vague apporta les théoriciens et les politiciens les plus remarquables de l'Internationale. Plus la Social-Démocratie d'Europe grandissait, plus le nombre d'ouvriers rassemblait autour d'elle augmentait, plus l'apport d'éléments nouveaux de l'intelligentsia devenait faible (non seulement relativement mais dans l'absolu).* » En clair, conclut Trotsky, « *plus il a été facile pour chacun et pour tous de comprendre sa mission (celle du socialisme) dans l'Histoire, plus décidément l'intelligentsia s'en est éloignée* ».

Que font les intellectuels ? « *les plus talentueux, constate Trotsky, les plus capables d'initiative et de hauteur de vue, ont été irrévocablement absorbés par l'industrie capitaliste, par les trust, les compagnies de chemin de fer et les banques qui offrent des salaires fantastiques pour le travail d'organisation. Seuls les intellectuels de second ordre restent au service de l'État, des bureaux gouvernementaux.* »

La difficulté, analyse Trotsky réside dans les liens qui unissent les intellectuels aux classes possédantes : « *La nature "intellectuelle" du travail qui est celui de l'intelligentsia crée inévitablement un lien entre elle et les classes possédantes. Les directeurs d'usine et les ingénieurs, investis de responsabilités administratives se trouvent nécessairement en constant antagonisme à l'égard des ouvriers contre lesquels ils sont obligés de défendre les intérêts du Capital. Il est évident que la fonction qu'ils exercent doit en dernière analyse, influencer sur leur manière de penser et sur l'opinion qu'ils ont de cette fonction.* » « *Alors qu'un électricien peut, jour après jour, installer des fils électriques dans les bureaux des banquiers, des ministres et de leurs maîtresses, sans pour autant cesser d'être lui-même, il en va autrement d'un docteur qui est obligé d'accorder son esprit et sa voix aux sentiments et aux habitudes de ces gens-là.* »

« *L'écrivain n'a pas à se lever quand sonne la sirène ; il n'y a aucun contremaître derrière le médecin, les poches de l'avocat ne sont pas fouillées lorsqu'il quitte le tribunal. Mais, en retour, il est obligé de vendre, non pas simplement sa force de travail, mais toute sa personnalité en tant qu'être humain – et non par couardise, mais parce qu'il est consciencieux. Le résultat est que ces gens ne veulent pas et ne peuvent pas voir que leur tenue de travail n'est, en définitive, qu'un uniforme de prisonnier mieux occupé que celui des autres.* »

Aussi, explique Trotsky, le passage d'un intellectuel dans le camp du socialisme ne se produit pas dans les mêmes conditions que pour un ouvrier, il signifie plus ou moins une rupture avec son milieu d'origine. *« L'intellectuel vient au socialisme en rompant le cordon ombilical qui le relie à sa classe, en tant qu'individu et en tant que personne et il cherche inévitablement à exercer une influence en tant qu'individu. Mais c'est justement là qu'il rencontre des obstacles et, au fur et à mesure que le temps passe, ces obstacles grandissent. Aux débuts du mouvement social-démocrate tout intellectuel qui rejoignait le mouvement, se taillait un poste dans le mouvement ouvrier. Aujourd'hui (rappel, en 1910), tout nouveau venu trouve déjà en place dans les pays d'Europe Occidentale la structure colossale des institutions de la classe ouvrière ».*

Pourtant, le socialisme suppose une connaissance et une maîtrise des connaissances, de la culture, qui ne peuvent que venir du monde intellectuel. N'y a-t-il donc aucune solution ? Si, répond Trotsky, il existe un moment particulier dans la vie de l'intellectuel où il peut encore être touché, gagné aux idées socialistes : c'est lorsqu'il est étudiant. *« Pendant cette période, tout en lui fermente, ses préjugés de classe sont aussi informes que ses intérêts idéologiques, les questions de conscience ont une importance très grande pour lui, son esprit s'ouvre pour la première fois aux grandes généralisations scientifiques, l'extraordinaire est presque un besoin psychologique pour lui. Si le collectivisme est tant soit peu capable de pénétrer l'esprit de cet étudiant, c'est maintenant le moment, et de fait, il y parviendra grâce aux vastes perspectives qu'il ouvre dans le domaine de la culture, et non pas en s'en tenant à de prosaïques questions de "beefsteack" ».*

« Pendant toute leur Histoire, aux heures de grandeur et d'héroïsme comme pendant les périodes de leur propre décadence morale, les étudiants d'Europe ont été le baromètre sensible des classes bourgeoises. Ils devinrent ultra-révolutionnaires, ils fraternisèrent avec le peuple en tout honneur et en toute sincérité, lorsque la société bourgeoise n'offrait d'autre issue que la révolution. Ils prirent "de facto" la place des forces démocratiques bourgeoises quand la nullité politique de celles-ci les empêchait de prendre la tête de la révolution, comme à Vienne en 1848. Mais ils ouvrirent aussi le feu contre les ouvriers en juin de la même année, lorsque la bourgeoisie et les travailleurs se trouvaient face à face sur les barricades. »

Si on ne peut donc pas compter sur les intellectuels en tant que classe pour rejoindre le socialisme, il est possible d'en gagner individuellement un certain nombre, et ceci plus particulièrement lorsqu'ils sont dans un certain âge, celui qui correspond à leurs études.

En tant que telle, en tant que classe, l'intelligentsia, ne peut être de rejoindre le socialisme que *« si on lui donnait des raisons de considérer comme probable la victoire IMMÉDIATE du collectivisme, si le collectivisme se dressait devant elle non come l'idéal d'une classe différente, éloignée et étrangère, mais comme une réalité propre et tangible ; finalement – et ceci n'est pas la condition la moins importante – si une rupture politique avec la bourgeoisie ne menaçait pas chaque travailleur intellectuel pris isolément de graves conséquences matérielles et morales. »* *« Dans une époque de grande reconstruction sociale, prédit Trotsky, l'intelligentsia ira du côté des défenseurs de la nouvelle société – probablement plus tôt que les autres classes intermédiaires ».* C'est effectivement ce que l'on a vu en Mai 68, dans les pays occidentaux, mais aussi dans la Russie de 1917. Car, nous dit enfin Trotsky, *« les qualités sociales de l'intelligentsia, qui la distinguent de la petite-bourgeoisie commerciale et industrielle comme de la paysannerie, joueront un grand rôle dans cette perspective : ses liens de métier avec les branches culturelles du travail social, sa*

capacité de généralisation théorique, la souplesse et la mobilité de sa pensée, en bref son INTELLECTUALITÉ. »

Pour Trotsky, l'apport des intellectuels est indispensable pour l'édification d'une société nouvelle, et déjà, d'abord, pour assurer la transition entre l'ancien monde capitaliste et un monde nouveau. *« Confrontée au fait inévitable du transfert de tout l'appareil social en de nouvelles mains, l'intelligentsia pourra ainsi se convaincre que la situation ainsi créée non seulement ne la précipitera pas dans l'abîme mais, au contraire, lui ouvrira des perspectives illimitées pour l'utilisation des forces techniques, organisationnelles et scientifiques, et elle pourra dans ses propres rangs promouvoir toutes ces forces et cela dès la première période, la plus critique alors que le nouveau régime devra surmonter d'énormes difficultés techniques, sociales et politiques ».*

Une autre idée de la culture

Si l'on réfléchit à l'image que donne la culture aux yeux de ceux qui en sont le plus exclus, on réalise qu'une fracture ouverte existe, que l'on a beau insuffler du fric, instaurer des pratiques festives, multiplier à une vitesse grand V les technologies les plus innovantes, cette société reste fondamentalement incapable de s'adresser à un pan entier des humains, ceux qui sont harassés par un travail trop éprouvant, ou qui se sentent rejetés par le fait qu'ils n'ont pas accès au travail, ou qui se sentent accablés tant leurs conditions matérielles sont lamentables, ou qu'ils sont simplement englués, trop habitués, et même drogués, à une culture de divertissement et de délasserment, avec la facilité d'accès qui consiste à se poser chez soi devant un écran, à regarder des émissions où l'essentiel de la créativité a consisté à travailler pour rendre la vision de l'émission agréable, facile, reposante. Ce qui lui donne évidemment un aspect satisfaisant, répondant à un besoin réel, après une rude journée ou semaine de travail.

Dans les musées, le visiteur qui n'est pas spécialiste du sujet, va faire un effort, au début de sa visite, pour s'intéresser consciencieusement à ce qui lui est présenté et à tout ce qui lui est présenté. Seulement voilà, découvrant qu'il a affaire à un langage et à une intention de s'adresser à un niveau au-delà du sien, il ne parvient pas à suivre véritablement, il va progressivement accélérer sa marche, et délaissier les textes explicatifs ou descriptifs, qui ne lui apportent rien.

Eh bien, l'on pourrait, sans refaire de suite tous les musées, créer une salle « facultative obligatoire » : une salle qui prendrait le temps de présenter ce qui va être vu, en repartant des repères connus de tout le monde, en expliquant dans un langage simple les problèmes. L'on y mettrait également un ou des volontaires sachant ce que l'on attend d'eux, et chargés de rendre les choses compréhensibles. Cette salle serait facultative dans ce sens où chacun aurait le choix ou non d'y passer un moment avant la visite du musée. Mais une salle qui serait obligatoire, dans ce sens que tout musée aurait l'obligation de mettre en place une salle de ce type.

Le théâtre, lui, a fini par faire oublier ses origines : il a longtemps été un moyen efficace de transmettre des idées à un public large, qui était alors analphabète. La vision d'une pièce est, a priori, plus facile que la lecture qui nécessite de disposer d'un code abstrait et complexe. Le langage, aussi, possède une richesse d'évocation, plus riche que les autres

formes d'expression. Mais aujourd'hui, le théâtre a pratiquement exclu de ses fauteuils les couches inférieures populaires.

La musique classique, elle, n'a tout simplement jamais été proposée au bon peuple. Pourtant, avec les moyens de reproduction sonores modernes, il serait facile de la faire partager largement. Mais une clé manque, qui n'est jamais dite nulle part : notre oreille, et derrière elle, notre cerveau et même notre corps entier quand il s'imprègne d'une belle musique, notre oreille donc a besoin, dans un premier temps, d'une période d'accoutumance. On a fait écouter de la musique de Rameau à un intellectuel chinois, au XIX^e siècle. Sa réaction a été de dire : *« Les airs de notre musique passent à l'oreille jusqu'au cœur et du cœur jusqu'à l'âme. Nous les sentons, nous les comprenons : ceux que vous venez de jouer ne font pas sur nous cet effet. »*

Avant de pouvoir commencer à apprécier, à aimer une musique, il faut que l'oreille s'y soit un peu habituée, accoutumée. Les tenants de l'industrie musicale le savent si bien que pour être assurés de vendre tel ou tel de leur disque, ils n'hésitent pas à faire passer un même morceau, auprès des jeunes, un grand nombre de fois dans la même journée. Là, non seulement on en est imprégné, mais on atteint le stade de l'addiction ! En tout cas, si les diverses chaînes de radio ou de télé diffusaient, régulièrement, un peu de musique classique, cette musique pourrait être, elle aussi, adoptée et aimée, de l'ensemble du public. Seule une chaîne comme FIP en diffuse un peu, sinon, les chaînes de musique classique ne s'adressent qu'à des personnes déjà largement gagnées à cette musique.

La peinture, elle aussi, reste difficile d'accès. Personne ne nous dit qu'il ne sert à rien de vouloir voir et apprécier tous les tableaux dans une exposition. Qu'une méthode qui nous permet de toucher à une œuvre, ce peut-être, au contraire, une fois entré dans une salle, de jeter un œil rapide, et de choisir, un peu au jugé, une ou deux œuvres, parce qu'elles nous attirent, sans trop qu'on sache pourquoi. Et là, oui, cela vaut le coup de s'y intéresser, d'y passer du temps, de la regarder en cherchant à en découvrir les mystères, de chercher des informations à leur sujet. Vouloir tout voir, surtout si l'on n'a pas une habitude des expositions et des musées, ne nous mènerait qu'à une usure rapide, avant d'avoir la chance de tomber sur des œuvres que l'on pourrait aimer, ou peut-être pire à l'abandon définitif de ce genre de tentative.

Le livre, qui peut être roman, reportage, ouvrage scientifique, historique, recueil de poèmes, est sans doute le meilleur moyen d'élargir sa propre vie, en en vivant une multitude d'autres, à travers les écrits ; on traverse des expériences, voire des épreuves, on découvre des milieux sociaux, qui seraient autrement difficiles à connaître en dehors du sien, des époques aussi que nous ne pouvons connaître que par la transmission de l'écrit, même si, depuis peu s'y ajoute l'audiovisuel. Surtout, la lecture élargit notre petit horizon individuel, et elle peut, si l'on sait choisir ses lectures pour cela, l'élargir suffisamment pour atteindre une connaissance représentative de l'ensemble de l'humanité et de son histoire.

Actuellement, on compte en France 2,5 millions de personnes qu'on dit illettrées, c'est-à-dire qui ne maîtrisent pas assez la lecture et l'écriture pour pouvoir s'en servir dans la vie quotidienne, et ne sont pas autonomes de ce point de vue. N'empêche, quand elle l'a voulu, cette société a réussi à apprendre à lire et à écrire à peu près à tout le monde— l'analphabétisme, lui, est estimé à 1% de la population en France- .

Des pans entiers de la population n'ont jamais l'occasion de ressentir la beauté de danseurs présents devant soi, n'ont jamais l'occasion de vivre la pièce que nous jouent des acteurs dans la même salle qu'eux, ignorent la résonance et l'émotion d'assister à un concert de musique classique, ignorent la qualité de la sonorité et des mouvements de ce genre de musique, n'ont jamais eu l'occasion d'être émus devant un tableau dont la force, la délicatesse, le résultat fabuleux du travail humain nous captivent, n'ont jamais été emportés dans une histoire, véridique ou romanesque, qu'un autre, en se faisant écrivain, nous offre, et qu'on peut faire revivre en nous avec la maîtrise de la lecture.

Aucune évolution, aucun progrès, sur ce terrain, nous dit Le Monde, du moins dans sa version d'avant 2010. La gauche avait doublé le budget de la culture : cette gauche ne connaît donc pas ceux qui vivent dans les banlieues, ceux qui vivent dans les cités. Ce ne sont pas des billets de banque qui feront faire le pas d'entrer dans une salle de concert ou d'opéra, même si le coût est aussi un frein évident. Il faudrait une révolution culturelle permanente. C'est un changement complet du contenu des dizaines de chaînes de télévision, toutes des clones les unes des autres, des dizaines de chaînes de radio, de tous les journaux, de tous les supports potentiels qui sont déjà en lien avec le public. Il ne servirait à rien ou à pas grand chose de créer une bonne émission culturelle de qualité, servant d'alibi, noyée au milieu des programmes actuels.

La culture, on y baigne en permanence ou on ne la connaît pas. En tout cas, ceux qui sont cultivés y baignent, eux, en permanence. Et comme c'est une classe particulière, ceux qui produisent la culture le font avec un langage qui leur est adapté, des références qui correspondent aux leurs, et lorsqu'une tentative de vulgarisation est faite, elle ne va pas plus loin que de viser d'éventuelles couches moyennes, jamais les couches et les classes « inférieures ». C'est ce qui se passe avec une chaîne comme Arte, pour la télévision, ou bien France Culture, côté radio. Ces chaînes, pour quelqu'un que l'on fait baigner en permanence entre TF1, M6 ou même France 2 ou France 3, sont à peu près inaudibles.

Les producteurs savent recruter, financer, travailler pour fabriquer de A à Z des émissions de divertissement populaires (voir celles du milieu de journée, avant le journal de 13h, sur TF1 comme sur France 2). Ils savent, là, trouver le ton qu'il faut, les mots, le type d'humour, etc, pour capter leur public. Mais personne, quasiment nulle part, ne fait un effort comparable pour rendre les sciences, l'art, la littérature ou l'histoire, accessibles de la même manière aux milieux populaires. Pour notre part, avec L'Ouvrier, nous avons prouvé qu'on pouvait en tout cas vulgariser d'une manière noble la politique. C'est pourtant un domaine devenu, comme bien d'autres, tout à fait complexe.

Cette société affiche une volonté de démocratisation de la culture. Parmi ceux qui tiennent ce langage officiel, il en est sans doute qui sont sincères, honnêtes et vraiment désireux d'ouvrir des portes, d'accéder à des milieux populaires. Des réalisations en sont la preuve. Mais ces individus sont isolés. Le système, lui, ne veut ni ne peut s'ouvrir vers les classes inférieures. Et le pire, c'est ce que semble indiquer le tournant pris par le Monde. Désormais, c'est avec cynisme que l'on prend position, en haut lieu, ou parmi ceux qui se chargent de penser la société et son évolution. Quand la rédaction du Monde cherche à nous faire voir un progrès en applaudissant les « hausses formidables du nombre de visiteurs qui se sont pressés au Louvre (8,8 millions), à Versailles (6,5 millions), au Centre Pompidou (3,6 millions) ou au Musée d'Orsay (3,1 millions) », quand il écrit que « nous sortons plus, que nous écoutons plus de musique, que nous pratiquons plus aujourd'hui qu'il y a trente-cinq

ans » (édito du 8-9 janvier 2012), ce journal et sa rédaction nous disent leur conception de la culture d'avenir : un vaste produit de consommation, rien d'autre.

Pas grand-chose à voir avec ce qu'en dit Edgar Morin. Pour lui, la culture, « c'est ce qui, à partir des écrits, des arts, de la pensée, aide à s'orienter dans la vie et à affronter les problèmes de sa propre vie ». « Non seulement, on ne peut pas s'en passer mais il faut la régénérer parce qu'elle est elle-même victime du mal principal qui frappe les connaissances, c'est-à-dire la compartimentation et la fermeture (...) Je crois qu'il faut régénérer la culture générale parce que chacun a besoin, pour savoir ce qu'il est en tant qu'être humain, de se référer à sa situation dans le monde ».

Le pire, avec la culture, c'est que, contrairement par exemple au pouvoir d'achat, au niveau de vie, on ne ressent pas forcément une sensation de manque quand on en manque. Le seul moyen d'avoir le goût de la lecture, de la peinture, de la musique, ou de quelque art que ce soit, c'est d'y avoir déjà goûté, en ayant par exemple été convié par quelqu'un qui connaît déjà le domaine, qui soit bienveillant et attentionné, qui ait envie de faire partager ce que lui-même y a trouvé. Si cela se produit, peu de choses suffisent pour que l'envie d'en savoir plus, d'en connaître plus, s'installent, et que l'on poursuive seul désormais sa propre initiation culturelle, qui peut même devenir une passion.

L'absence de culture interdit la culture. La culture appelle la culture. On est donc dans un cercle vicieux, et il s'agit de passer à un effet boule de neige. Difficile d'imaginer une autre solution que d'ordre révolutionnaire.

Si on prend le cas de la lecture, les Français ne lisent pas ou bien peu de livres, mais ils croient qu'ils lisent : selon un sondage IPSOS auprès des plus de 15 ans, 90% des Français se considèrent comme des lecteurs de livres (89% sur le support papier, 19% également sur support numérique). En fait, nous l'avons vu, on lit peu, et de moins en moins. Si le livre existe encore, c'est qu'il a trouvé son créneau en tant que marchandise : 80% des livres achetés sont des livres qu'on offre (Le Monde 17 mars 2015).

Pour donner l'envie de lire, on a des chiffres qui parlent d'eux-mêmes : on sait que 39% des non-lecteurs nous disent ne pas avoir eu de livres dans leur enfance ; à l'inverse, 45% des gros lecteurs ont disposé et ont grandi dans un entourage de livres et avec des parents leur lisant des histoires. Un État qui voudrait vraiment changer la donne sur la lecture, pourrait, pour commencer, offrir ne serait-ce qu'un livre par an et par personne aux familles populaires, en choisissant évidemment ce livre avec soin, en fonction de l'âge de chacun notamment.

Cela ne montrerait pas à celui qui voudrait s'y plonger comment on lit. Il resterait à découvrir comment on suit un récit, ou un raisonnement, lorsqu'il peut prendre plusieurs paragraphes ou plusieurs pages. La signification du découpage, en phrases, en paragraphes n'est pas évidente, et certains auteurs peuvent la rendre plus difficile encore à appréhender. Il y a à savoir garder le fil d'une idée principale, autour de laquelle peuvent s'articuler plusieurs idées secondaires, sans s'y perdre, au risque de ne pas comprendre l'explication, de ne même pas voir son existence, bien qu'on l'ait lue. Surtout, il n'y aurait pas d'exemple vivant d'une personne aimant lire, comment elle se comporte, combien de temps elle lit, comment elle reprend sa lecture, etc. Une multitude de codes, devenus archi évidents pour un lecteur régulier, ne le sont pas du tout pour un novice.

Tout ceci peut pourtant être transmis, par ceux qui lisent déjà, s'il y a une mobilisation, une envie collective de changer la donne, de changer cette vie, de partager ce que l'on a de mieux. Non, nous n'attendons pas grand-chose de l'État. Il ne risque pas de vouloir offrir aux opprimés une culture d'émancipation. Il ne lutte même pas contre la transformation d'une partie de la culture en banale marchandise ou en objet de spéculation financière.

*

Monsieur Patrick Le Lay, PDG de TF1, entreprise de télévision adossée au trust capitaliste Bouygues, interrogé avec d'autres patrons dans un ouvrage datant de 2004 (*Les dirigeants face au changement*, Éditions du Huitième jour) a expliqué crûment : « *Il y a beaucoup de façons de parler de la télévision. Mais dans une perspective "business", soyons réaliste : à la base, le métier de TF1, c'est d'aider Coca-Cola, par exemple, à vendre son produit* ». Et il explique dans le détail que, pour qu' « *un message publicitaire soit perçu, il faut que le cerveau du téléspectateur soit disponible. Nos émissions ont pour vocation de le rendre disponible, c'est-à-dire de le divertir, de le détendre pour le préparer entre deux messages. Ce que nous vendons à Coca-Cola, c'est du temps de cerveau humain disponible.* » Et il conclut « *Rien n'est plus difficile que d'obtenir cette disponibilité* ».

TF1 a son but à elle, qui est l'aliénation du spectateur. Nous avons le nôtre, il vise son émancipation. Il existe des œuvres, qu'il s'agisse de livres, des romans, des études historiques, des films, des œuvres théâtrales, qui prennent, volontairement ou pas, le parti de l'émancipation. Ils sont aujourd'hui noyés dans une masse gigantesque où l'on trouve évidemment beaucoup d'œuvres du camp de l'aliénation, à laquelle s'ajoute une montagne de livres soi disant pratiques, prétendant vous rendre la vie heureuse en vous contentant de les lire.

Une société qui serait tout entière engagée dans une volonté de régler, enfin, ce problème, trouverait les hommes et les femmes, le temps et les moyens de le faire, si l'impulsion était donnée pour le faire tous ensemble.

Tous pédagogues

On peut retenir ici quelques idées pour nous permettre d'imaginer des clés pour un autre avenir. La première est celle de Bourdieu, qui a su repérer dans le monde universitaire la manière dont la pédagogie est escamotée. Il nous disait à quel point la pédagogie manque à l'étudiant d'origine modeste, alors qu'elle ne manquera guère à celui à qui la culture a été instillée en famille, à longueur de vie, dans le milieu bourgeois. Cette pédagogie, aujourd'hui méprisée d'un ton hautain, peut au contraire devenir un objet d'étude passionnant, d'où émaneront d'innombrables découvertes pouvant porter leurs fruits. Elle aidera l'étudiant qui en a besoin, mais aussi tous ceux qui, étudiants ou non, veulent apprendre, ont soif de connaissances nouvelles et diversifiées.

Une deuxième idée est que cette soif ne peut venir que par une première gorgée à offrir. On ne peut pas se contenter ni de baisser les prix des musées, ni de faire une meilleure publicité. Il faut que le musée aille au spectateur, pourquoi pas avec des formes de musées itinérants. Il faut que le novice qui va y mettre les pieds soit humainement accompagné,

comme le font par exemple les présentateurs d'expériences scientifiques au Palais de la Découverte, ou au moins par quelqu'un de passionné qui a envie de faire partager sa passion.

Toute l'organisation de l'offre culturelle, aujourd'hui, subit la pression de l'argent. On cherche à attirer beaucoup de monde, et pour cela, on expose un grand nombre d'œuvres, de manière à ce qu'il y en ait pour tous les visiteurs. S'ajoute à cette tendance l'idée que nous avons décrite de chercher à faire un événement médiatique, qui attire le plus grand nombre. – mais toujours dans les mêmes milieux sociaux. Tout ceci concourt à une chose : chaque exposition, chaque musée, expose une profusion de tableaux, d'œuvres. Une autre logique, une autre société, cherchera sans doute bien plus de simplicité, et un accès bien plus facile, démultiplié.

Au lieu qu'un musée concentre des centaines, voire des dizaines et même des centaines de milliers d'œuvres dans un seul lieu, on peut imaginer une manière d'y adjoindre, ou de le remplacer, par une multitude de lieux dispersés, donc formellement plus accessibles, plus proches des lieux de vie habituels de la population, avec un petit nombre d'œuvres présentées. Leur visite ne demanderait ni trop de temps, ni trop de connaissances. Elle s'adjoindrait à une promenade. Et, bien entendu, cela se ferait avec une gratuité évidente.

L'humanité que nous souhaitons est une humanité plus grande, mieux cultivée, moins inégale, où chacun se sent progressivement s'élever. Une humanité où chacun comprendra la place qu'il y occupe, en connaîtra le passé et l'histoire, mieux encore que l'on peut connaître une généalogie ou sa propre famille. C'est cette connaissance qui peut nous permettre de trouver chacun un sens à la vie.

Au sujet de la pédagogie, Bourdieu, dans *Les héritiers*, écrit que « *la pédagogie rationnelle est à inventer et ne saurait en rien être confondue avec les pédagogies actuellement connues qui, n'ayant d'autres fondements que psychologiques, servent en fait un système qui ignore et veut ignorer les différences sociales* ». En clair une pédagogie rationnelle devra forcément tenir compte de cette différenciation sociale, pour en comprendre les mécanismes, les effets, et y trouver des réponses adaptées.

Bourdieu propose aux étudiants des milieux modestes d'en faire une revendication : « *L'intérêt pédagogique des étudiants originaires des classes les plus défavorisées, qui ne s'exprime aujourd'hui que dans le langage des conduites semi-conscientes, inconscientes ou honteuses, serait d'exiger des maîtres qu'ils "vendent la mèche" au lieu de mettre en scène une prouesse exemplaire et inimitable, propre à faire oublier (en l'oubliant) que la grâce n'est qu'une acquisition laborieuse ou un héritage social, au lieu de se tenir quitte une fois pour toutes et pour toute l'année envers la pédagogie en livrant des recettes dévalorisées par leurs fins étroitement utilitaires (les fameuses recettes pour la dissertation) ou dévaluées par l'ironie qu'il y a à les transmettre en les accompagnant d'illustrations magistrales irréductibles à leur efficacité.* »

Son idée est donc qu'« *en l'état actuel de la société et des traditions pédagogiques, la transmission des techniques et des habitudes de pensée exigées par l'École revient primordialement au milieu familial. Toute démocratisation réelle suppose donc qu'on les enseigne là où les plus défavorisés peuvent les acquérir, c'est-à-dire à l'École ; que l'on élargisse le domaine de ce qui peut être rationnellement et techniquement acquis par un apprentissage méthodique aux dépens de ce qui est abandonné irréductiblement au hasard des talents individuels, c'est-à-dire en fait, à la logique des privilèges sociaux ; que l'on*

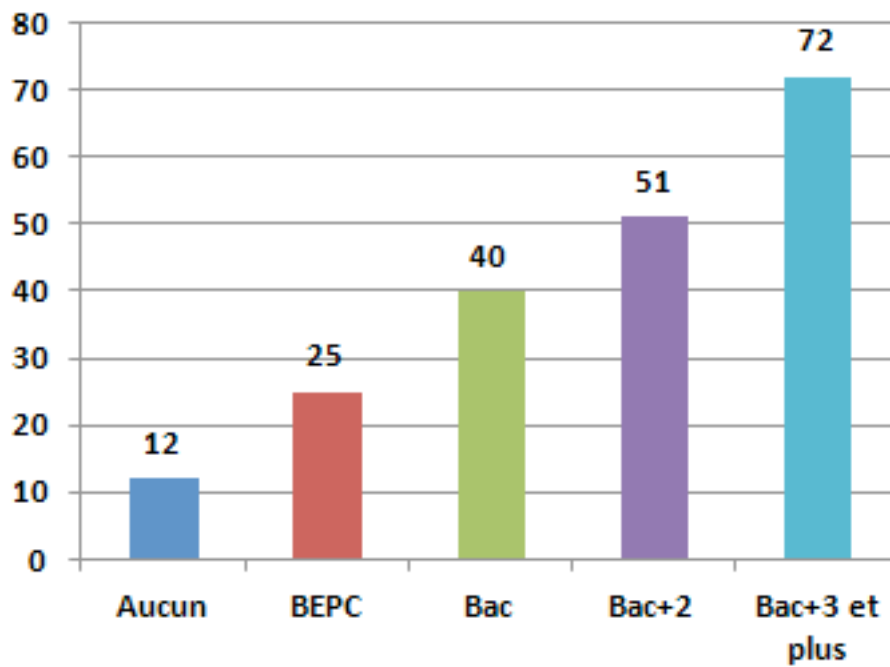
monnaie sous forme d'apprentissages méthodiques les dons totaux et infrangibles de l'idéologie charismatique. »

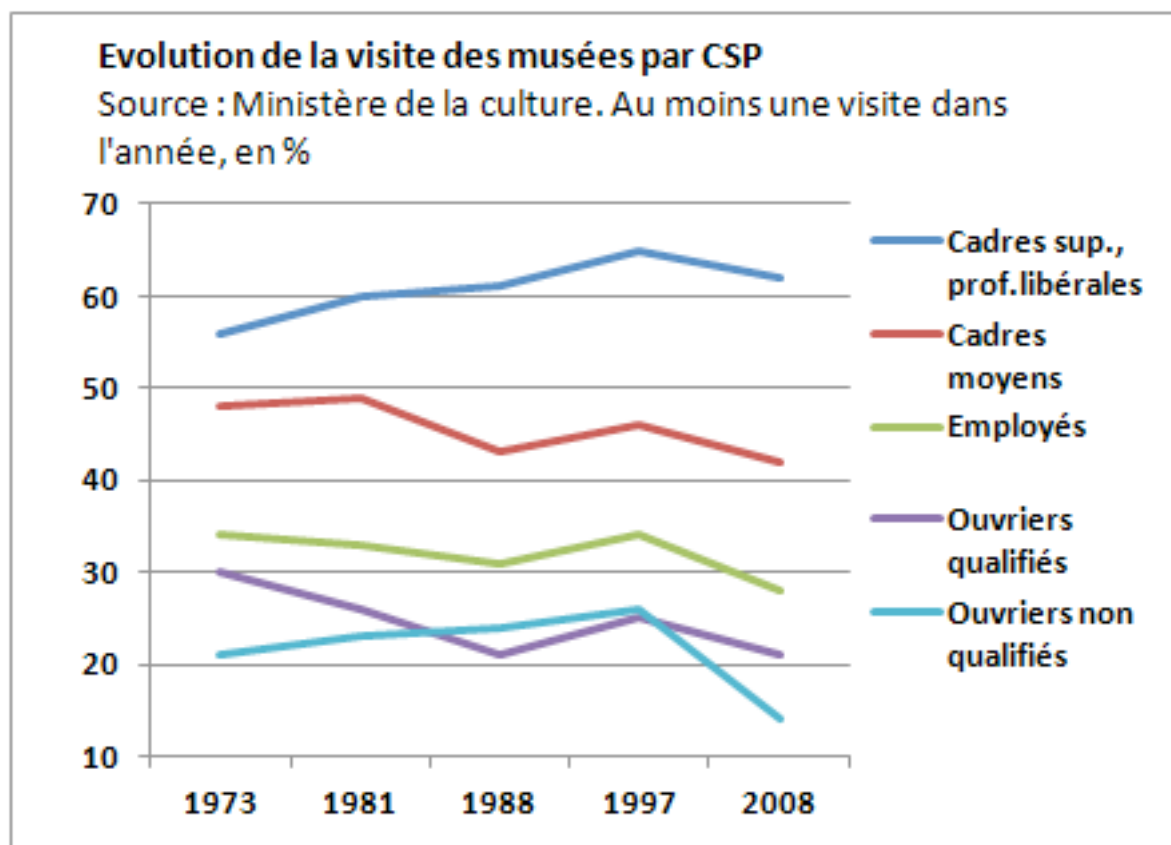
En tout cas, une chose est sûre, la culture ne se revendique pas, elle se prend, elle est une lutte avec soi-même, en même temps qu'un combat contre cette société qui la partage bien mal.

Bourdieu s'illusionne s'il pense qu'il suffirait que l'école prenne en charge cette tâche. C'est une autre ampleur qu'il faut oser imaginer, une ampleur de celles dont on a senti le souffle lors des périodes révolutionnaires. Avec l'envie commune de partager aussi la culture, munis d'une pédagogie rationnelle, nous pourrions devenir aussi, un peu, tous pédagogues.

Visite musées ou des expos selon le diplôme

Source : Crédoc, données 2011 en %. Au moins une visite dans l'année.





Bibliographie

- Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, *Les héritiers, les étudiants et la culture*, Editions de Minuit 1964
- Léon Trotsky, *Les questions du mode de vie, l'époque du militantisme culturel et de ses tâches*, 10X18 n° 1089, Union Général d'Éditions 1976
- Léon Trotsky, *Les intellectuels et le socialisme, en réponse à Max Adler*, septembre 1910
- Lutte Ouvrière : *Cinéma et capital*, n° 412, 24/7/1976
- Musées et culture populaire*, n° 414, 7/7/1976
- Les livres et la lecture*, n° 435, 1/1/1977
- Le théâtre, art vivant sur le déclin*, n° 468, 20/8/1977
- La musique classique et la société*, n° 549, 9/12/1978
- Questions internationales, *L'art dans la mondialisation* n°42, La documentation française, mars-avril 2010
- Le Monde, archives L'Ouvrier

juin 2015